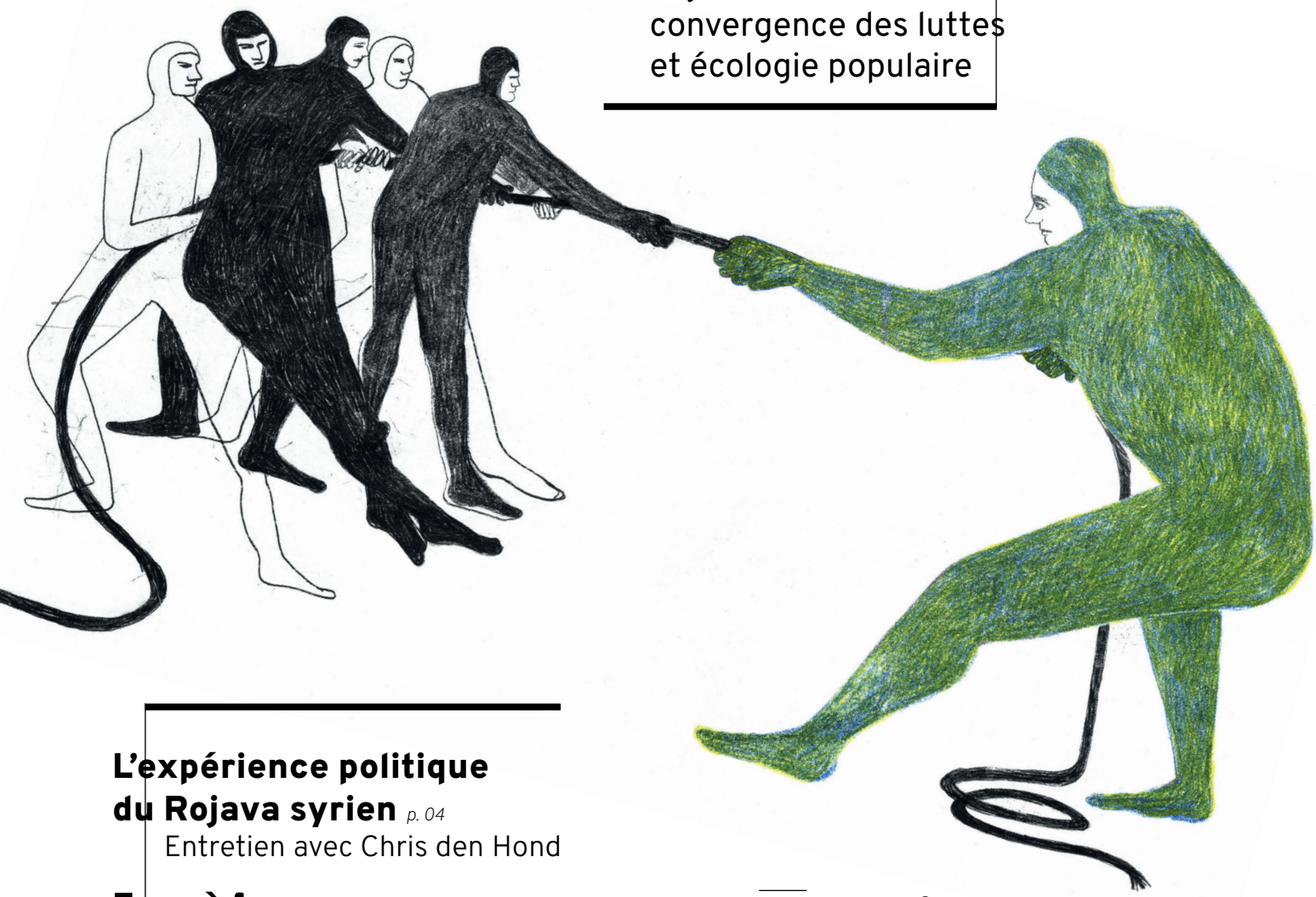
Articuler le social et l'écologique

Dépôt Bruxelles X
P501050
Périodique trimestriel
Belgique – België
P.P. – P.B.
1099 Bruxelles
BC 8507

CHANTIER p. 12

Enjeux sociaux du climat, convergence des luttes et écologie populaire



L'expérience politique du Rojava syrien *p. 04*
Entretien avec Chris den Hond

Face à face *p. 09*
Trace du sans-abrisme par Andréas Athanassiadis

Écologie et média *p. 35*
L'ours polaire dans l'information

agir par la culture
#56 magazine politique & culturel
hiver 2018 // gratuit

SOMMAIRE

4

Pourparlers
CHRIS DEN HOND
Le confédéralisme démocratique au Rojava

8

Propos intempestifs
Les économistes n'aiment pas les cadeaux

9

Reflets
Face à face

14

JEAN-BAPTISTE COMBY
« Le climat, un problème social rarement présenté comme tel »

20

Hybrider le climat et les luttes

23

SÉBASTIEN KENNES
Faire de l'éducation populaire à l'écologie

26

Pour un écosyndicalisme de combat

29

CHRISTINE MAHY
« Les pauvres sont dans la simplicité obligatoire »

32

L'écologie des milieux populaires

pac
Agir par la Culture

Agir par la culture
www.agirparlaculture.be
info@agirparlaculture.be
Une publication de Présence et Action Culturelles asbl
Rue Lambert Crickx, 5
1070 Bruxelles – Belgique
www.pac-g.be
Tél: 02/545 79 11

Éditrice responsable
Dominique Surleau

Rédacteur en chef
Aurélien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
Tél: 02/545 77 65

Équipe rédactionnelle
Julien Annart, Sabine Beaucamp, Valentine Bonomo, Jean Cornil, Anne-Lise Cydzik, Denis Dargent, Sarah de Liamchine, Vanya Michel, Barbara Mourin, Jean-Francois Pontégnie, Marc Sinnaeve, Olivier Starquit, Emmanuel Troestler & Pierre Vangilbergen

Ont participé à ce numéro
Paul Ariès, Andréas Athanassiadis, Géraldine Cierzniewski, Jean-Baptiste Comby, Madilda Delier, Chris den Hond, Sébastien Kennes, Pierre Lempereur, Christine Mahy, Sung Posier & Daniel Tanuro

Couverture & illustrations du dossier
Sylvie Bello
sylviebello.blogspot.com

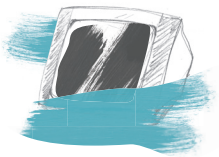
Conception graphique & mise en page
Vanya Michel & Emmanuel Troestler

Website
Thomas Hubin

34

Réverb'
La prophétie de Butler

35



Le dit et l'impensé
L'ours polaire dans l'information : sens et insignifiance

38

À bas la Culture !
Landru ou le crime par nécessité

39

Popcorns
Nos chroniques culturelles

ÉDITO

Lorsque nous avions imaginé un chantier sur les imbrications entre justice sociale et crise écologique, nous étions très loin de penser que l'actualité la plus brûlante allait nous rattraper aussi vite.

Les mouvements des gilets jaunes, en France puis en Belgique, leur obstination, le caractère parfois insurrectionnel de certaines de leurs actions, la diversité de leurs revendications, traduit une exaspération, jusqu'alors relativement contenue face à l'accroissement des inégalités que la logique néolibérale alimente depuis des décennies. L'injustice fiscale et sociale, l'enrichissement démesuré de certains, l'augmentation des prix, notamment en matière de logement et d'énergie, combinées à la stagnation des salaires, du pouvoir d'achat, et à l'accroissement de la précarité, aboutissent à une révolte du peuple dont nul ne sait prédire ce que l'histoire nous réserve.

Dans le même temps, le succès de la manifestation contre le réchauffement climatique à Bruxelles, l'augmentation de la fréquence des phénomènes extrêmes météorologiques, les atermoiements de nos dirigeants à la Cop24 en Pologne et les appels de plus en plus inquiets du monde scientifique, placent la question de la transition écologique et sociale au cœur du débat politique.

Car ces deux séquences de l'actualité récente sont intimement liées comme le montre le refus de l'augmentation des taxes sur le diesel et l'essence, au nom de la durabilité écologique. Mais sans alternative. La désertification des transports publics de certaines régions suburbaines ou rurales condamne en effet nombre de travailleurs et de travailleuses à utiliser leur voiture, avec un coût de l'énergie qui pèse de plus en plus lourd dans des budgets, déjà rabotés.

L'enjeu cardinal consiste à concilier la transition écologique, indispensable, avec la réduction des inégalités sociales, chaque jour plus criantes, et de sortir des schémas sur le caractère « trop polluant » des modes de vie des classes populaires. Le thème de notre chantier de ce nouveau numéro d'*Agir par la culture* colle au plus près de ces nouveaux mouvements citoyens qui dessinent les défis de notre futur.

Toute l'équipe d'*Agir par la culture* vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année

Dominique Surleau
Secrétaire générale de PAC

Dépôt
Abderrahim El Achhab,
Frank Roland & Guillermo Torres

Abonnement
Rose Stewart
rose.stewart@intrapac.be
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique).
Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur·s auteur·es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.

Chris den Hond

Le confédéralisme démocratique au Rojava

Commune et démocratie directe au centre du système institutionnel, égalité totale homme-femme, économie solidaire, écologie radicale… Du chaos des guerres syriennes a émergé un projet politique et social inédit dans son ampleur et ses ambitions, celui de la Fédération démocratique de Syrie du Nord. Alternative en acte au capitalisme moderne et à l'État-nation, le « confédéralisme démocratique » tente de se mettre en place au cœur du Moyen-Orient, dans les zones contrôlées par les Forces Démocratiques de Syrie (FDS) dont les composantes kurdes constituent le fer-de-lance. Chris den Hond, vidéojournaliste indépendant, rédacteur au sein du webzine OrientXXI et militant, nous en rappelle les grands axes et défis.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Le Rojava est un territoire situé dans le Nord de la Syrie à peu près grand comme la Belgique et qui regroupe 4 millions d'habitant·es. L'expérience politique inédite de confédéralisme démocratique qui s'y déroule est donc massive et semble recevoir un large soutien populaire. C'est l'un des rares espaces au monde où tente de se développer un système de démocratie directe dont les prémices idéologiques sont radicalement féministes, (plutôt) anticapitaliste, foncièrement écologiste et portant même un fort ancrage libertaire visant à terme, la disparition de l'État-nation. Il s'inspire notamment de l'écologie sociale et libertaire du penseur états-unien Murray Bookchin qu'ont adapté à la situation locale Abdullah Öcalan et le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan* – Parti des travailleurs du Kurdistan, actif en Turquie). Il se présente depuis 2016 sous le nom de « Fédération démocratique de la Syrie du Nord » (FDSN), terme jugé plus neutre – *Rojava* étant un mot issu de la langue kurde – et recouvrant mieux la multi-ethnicité de la population.

Les idées émancipatrices sont au cœur du Contrat social de la FDSN, qui complète la Charte du Rojava, deux textes constitutionnels. Égalitaristes, ceux-ci comportent de nombreux droits culturels, sociaux qui encadrent l'action de toutes les communes et instances de coordination. Car le système institutionnel est fédéraliste et résolument communaliste : 5000 communes autonomes constituent les unités de base de ce système. Une commune regroupe environ 150 familles dans une rue d'une ville. C'est là que la population peut directement s'exprimer, prendre des décisions concrètes et se coordonner avec les autres communes. L'économie sociale prônée par les textes a vu la création d'environ 500 coopératives (comportant de 15 à 4000 travailleur·ses). Elles fonctionnent sur le principe « une personne = une voix » visant à rendre l'économie plus démocratique.

La place du PYD (*Partiya Yekïtiya Demokrat* – Parti de l'union démocratique) qui a initié ce processus démocratique en profitant du vide laissé par le départ des armées de Bachar El Assad en 2011 est ambivalente. C'est lui qui a permis l'autonomisation de la Syrie du nord dans la perspective d'un système démocratique confédérale qui donne le pouvoir à tous et toutes, ainsi que la protection des habitant·es du Rojava dans un contexte de guerres multiples. Dans le même temps, qu'en est-il du destin de cette organisation politico-militaire qui constitue une autre forme de pouvoir en parallèle du schéma hyper démocratique souhaité ? Saura-t-elle s'effacer une fois la paix revenue ? En espérant que cette dernière advienne tant ce projet reste menacé militairement de toutes parts (par Daesh, Bachar El Assad, et surtout par la Turquie d'Erdogan).

D'une étonnante modernité face aux nationalismes, aux inégalités socio-économiques et aux défis environnementaux actuels, le confédéralisme démocratique, à l'instar du Chiapas zapatise, rouvre la porte d'un autre monde possible. Si elle contient des contradictions, et qu'en vérifier la justesse sur le terrain est nécessaire, cette proposition politique mérite néanmoins toute notre attention.

Comment s'est institué le confédéralisme démocratique dans le Nord de la Syrie ?

En Syrie, les organisations kurdes étaient partie prenante du mouvement de démocratisation qui débute en 2011. Mais elles se sont vite détachées de l'opposition syrienne organisée, comprenant rapidement que le Kurdistan n'aurait jamais d'autonomie si le mouvement parvenait à renverser Bachar El Assad. Car cette opposition, pro-saoudienne et pro-turque, avait clairement annoncé la couleur : garder un État syrien centralisateur et remplacer Bachar à sa tête, point… Les Kurdes ont donc décidé de suivre une troisième voie qui défende leurs propres intérêts. En parallèle, ne pouvant se battre sur tous les fronts, les armées de Bachar se sont retirées du Nord-est syrien et a prévalu jusqu'ici une sorte de *gentlemen agreement* : Kurdes et armée syrienne régulière ont ainsi évité tout affrontement frontal. Se retrouvant seuls sur ces territoires face à Daesh, les Kurdes se sont également retrouvés de facto autonomes. Le PYD, parti majoritaire dans le Kurdistan syrien, a organisé la lutte contre les forces de l'État islamique. Une lutte d'abord menée par les YPG-YPJ, bras armée du PYD, remplacé depuis 2015 par les FDS, une alliance entre combattants kurdes, arabes et syriaques. Le PYD a décidé de mettre en place dans les zones qu'ils contrôlaient le confédéralisme démocratique, un projet politique en gestation depuis une dizaine d'années. Une fois Daesh chassé du Nord de la Syrie, trois cantons (Qamishlo, Kobané et Afrin) se sont alors retrouvés gérés selon ces principes. Jusqu'à mars 2018 où Afrin passe aux mains de la Turquie.

Est-ce que vous pouvez rappeler les grands traits du projet politique de ce confédéralisme démocratique ?

Le projet politique de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord, est un projet pluraliste et pluriconfessionnel mis en place depuis 2014 par les populations kurdes de cette région et leurs alliés arabes, turkmènes, circassiens et assyriens. Dans le Contrat social du Rojava, un texte laïc et égalitaire, qui tient lieu de constitution, toutes les religions sont traitées sur un même pied d'égalité. Ça peut paraitre normal à nos yeux, mais c'est extrêmement novateur dans une région très fragmentée ethniquement, qui connait une montée de toutes sortes de nationalismes et une forte emprise du religieux sur le politique. Toutes les composantes de la société du nord de la Syrie sont ainsi traitées à parts égales, et voient leurs droits culturels respectés. Et sont toutes représentées dans des Conseils législatifs cantonaux.

Des élections générales sont prévues, mais ont été reportées en raison du blocus et de la guerre. Et aussi car dans le cadre de pourparlers actuellement menés avec Damas, des élections risqueraient de trop visibiliser l'autonomie dont ils jouissent de facto. En fait, dans le cadre d'une situation de guerre et de blocus, les autorités organisent des élections locales dès que c'est possible [*dernièrement, Leila Mustafa a par exemple été élue Mairesse de Raqqa, ex-capitale du « califat » de l'État islamique. NDLR*] ou établissent sinon des Conseils regroupant des représentants de toutes les communautés. Pour des gens qui n'ont connu que des gouverneurs de régions désignés par Bachar, c'est assez extraordinaire ! Les Kurdes essayent vraiment de nouer le plus d'alliances possible et de ne pas imposer une domination kurde. L'alliance entre les communautés semble d'ailleurs se renforcer. Il y a par exemple aujourd'hui plus d'Arabes que de Kurdes dans les FDS.

C'est donc un système pas si éloigné de nos démocraties représentatives mais avec une volonté plus forte que toutes les composantes ethniques soient représentées, un meilleur contrôle des élus, des règles strictes pour limiter les mandats et une mixité parfaite, chaque poste de direction étant prévu comme un binôme homme-femme.

Chris den Hond est un des auteurs qui a supervisé l'ouvrage **La commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation** (Éditions Syllepse, 2017). Il est également le réalisateur (avec Mireille Court) du documentaire **«Rojava : une utopie au cœur du chaos syrien»**, qu'on peut visionner en libre accès sur la chaine youtube de OrientXXI.

Et qu'en est-il de la démocratie directe souvent mise en avant dans ce projet communaliste ?

En parallèle, et c'est là qu'on touche à une organisation que nous ne connaissons pas en Europe, qui est à proprement parler *révolutionnaire*, c'est le système des communes. Il est notamment inspiré des théories du penseur écolibertaire américain Murray Bookchin et voit les habitant·es gérer leurs propres affaires directement à l'échelle locale. Un quartier peut être divisé en quatre ou cinq communes. Les habitant·es viennent y discuter toutes les semaines de sujets importants pour la communauté comme les violences conjugales, la montée des prix, la création de coopératives, la corruption… C'est à ce niveau, par l'assemblée populaire que la plupart des problèmes quotidiens et locaux sont résolus. Ils prennent ensemble des décisions, en démocratie directe, la seule limite étant son inscription dans le Contrat social. Ce que fait normalement un gouvernement, ce sont eux qui le font à l'échelle locale, au niveau le plus proche du peuple. Bien sûr, il reste à voir comment ça se déroule dans les faits, mais c'est en tout cas la proposition la plus novatrice et révolutionnaire de ce système.

Quelle est la place politique du PYD dans ce système ?

À côté de cette démocratie horizontale, il ne faut en effet pas perdre de vue un certain verticalisme, celui du PYD, une organisation politico-militaire qui reste en partie à la manœuvre. Avec l'aide du PKK qui est lui issu des luttes kurdes en Turquie, le PYD est aujourd'hui majoritaire dans le nord de la Syrie. Il faut donc considérer ce projet politique à l'heure actuelle comme une combinaison entre une orientation verticaliste issu du PYD et un système horizontal qui a une effectivité démocratique réelle, qui est loin de constituer un vernis démocratique sur une organisation de type militaire. L'importance actuelle du PYD peut s'expliquer en grande partie par le contexte de guerre, contre Daesh, mais aussi contre la Turquie, et du besoin d'organiser une sécurité immédiate pour les citoyen·nes face aux guerres.

Qu'est-ce qui menace ce projet politique ?

La plus grande menace actuellement, c'est celle d'une invasion turque de l'ensemble du territoire contrôlé par la FDNS. Outre ce nationalisme turc, la menace émane aussi des nationalismes syrien, iranien, mais aussi… kurde. Il y a en effet des Kurdes indépendantistes dans le nord de la Syrie qui suivent plutôt Massoud Barzani, ex-leader des Kurdes irakiens, et qui militent pour un Kurdistan indépendant. En Syrie, Les Kurdes ne sont pas, en majorité, pour l'indépendance. La population multiethnique qui y réside ne souhaite pas un petit État-nation – qui va de nouveau créer des minorités – mais sont plutôt en faveur de ce système de confédéralisme démocratique dans lequel, sur un territoire donné, c'est le droit du sol et non plus celui du sang qui prime. De ce fait, chaque personne ou composante de la société va bénéficier du plus de droits possible. Pour donner un exemple concret, il y a trois langues officielles au Rojava : le kurde, l'arabe et le syriaque. Et bien que les Syriaques soient une minorité chrétienne présente surtout dans quelques communes, chaque panneau routier de l'ensemble du territoire est rédigé dans les trois langues. Sous Bachar, les Kurdes et les autres peuples n'avaient pas le droit de parler ou d'être éduqués dans leur langue maternelle !

Le Contrat social, qui structure toutes les décisions des communes et autres instances, possède une importante dimension anticapitaliste, écologiste et féministe… Pouvez-vous donner quelques exemples de la manière dont ces aspects se développent concrètement au Rojava ?

L'aspect féministe a été tellement décrit dans tous les médias que je ne sais que rajouter. Sinon que la lutte contre les violences faites aux femmes est une priorité et qu'il y a une égalité de fait dans la répartition du pouvoir puisqu'à tous les échelons de la direction, il y a coprésidence homme-femme.

La dimension écologiste reste difficile à déployer dans la guerre et avec un sous-développement économique. Il y a certes une poignée de coopératives où on applique cette écologie radicale, où on récupère tout. Mais le modèle écologiste d'envergure prôné par le Contrat social est encore loin d'être réalisé. Tout est freiné par la guerre et le blocus. La décision a été prise de refuser les OGM mais dans une zone très agricole comme le Rojava, il est pour l'instant difficile d'empêcher l'utilisation de pesticides. Beaucoup de systèmes d'extraction artisanale de pétrole extrêmement polluants sont en activité. On attend d'ailleurs l'ouverture d'une raffinerie plus moderne et moins polluante qui reste empêchée en raison du blocus qui rend impossible l'importation de pièces détachées. Car tout est bloqué à la frontière, par la Turquie, mais aussi par les Kurdes irakiens. Et comme le régime de Bachar ne reconnait pas le gouvernement autonome du nord, il n'y a pas non plus d'échanges directs avec le reste de la Syrie.

En janvier 2018, l'armée turque a envahi le canton d'Afrin qu'elle occupe depuis lors. Quelle est la situation actuelle ?

En janvier 2018, la Russie fait un deal avec la Turquie les autorisant à « entrer » à Afrin à condition que les Turcs ne cherchent plus à renverser le régime de Bachar El Assad mais aussi qu'ils acceptent un afflux de djihadistes vers Afrin et Idleb, ces deux « zones de désescalades » sous contrôle turque… Les Kurdes – dont l'Occident s'est servi pour combattre Daesh – ont donc perdu Afrin après 3 mois de résistance et tout le monde a regardé ailleurs…

Or, pendant la guerre civile syrienne, Afrin était une des rares zones en sécurité. Les Yézidis s'y étaient réfugiés après les massacres effroyables commis par l'État islamique

en 2014 à Sinjar. Aujourd'hui, c'est une zone où grouillent les djihadistes, rassemblés au sein de l'Armée syrienne libre (ASL) qui, bien loin de ses objectifs démocratiques des débuts, n'est plus qu'une milice supplétive de l'armée turque. Leur projet politique est d'imposer la charia et de garantir le contrôle de la Turquie. Concrètement, Afrin est géré comme un protectorat turc. La langue kurde n'est plus autorisée au côté de l'arabe à l'école et a été remplacée par le turc. Les enfants doivent faire le salut au drapeau turc et à Erdogan chaque matin. Human Rights Watch et la Commission d'enquête de l'ONU parlent de pillages, d'expropriation, d'enlèvement contre rançon et d'assassinats pratiqués par l'ASL – avec la bénédiction des autorités turques – à l'encontre des populations. Un nettoyage ethnique est en cours. Les militant·es kurdes ou les personnes suspectées de l'être, y sont persécuté·es et disparaissent.

Quelles chances la FDSN a-t-elle de survivre, alors que la guerre opposant le gouvernement central à Daesh et l'opposition syrienne semble toucher à sa fin ?

C'est une vraie course contre la montre : plus on leur laisse le temps et l'opportunité de mettre en place un vrai système démocratique direct, plus ce système a des chances de se pérenniser. Des pourparlers ont actuellement lieu avec Damas. Les Kurdes, qui contrôlent près de 30% du territoire syrien, demandent une décentralisation et une large autonomie (mais pas l'indépendance) non seulement culturelle et linguistique mais aussi économique voire militaire. La réponse de Damas est ambigüe. Il y a plusieurs sons de cloches, mais je crains fortement que ce ne soit la ligne centraliste qui l'emporte et qu'on aille vers un conflit sanglant (qui verrait sans doute la FDNS se faire écraser). En fait, tout va dépendre des grandes puissances : les États-Unis vont-ils laisser tomber les Kurdes ? La Russie va-t-elle obliger Bachar à lâcher du lest sur cette question ?

Une version longue de cet entretien est disponible sur *www.agirparlaculture.be*

À l'instar du Chiapas, assez oublié aujourd'hui, le Rojava est peu mis en avant par les gauches européennes, pourtant en recherche permanente d'alternatives à la modernité capitaliste. Pourquoi le confédéralisme démocratique de la FDNS n'est-il pas, à minima, source de débats ?

J'ai énormément pensé à cela et argumenté avec mes propres camarades dans des gauches de toutes sortes et je n'ai aucune réponse… On passe son temps à râler sur le capitalisme et à dire combien il faudrait changer de système, et lorsqu'on a une proposition sur la table, on ne l'étudie même pas… Au moins, le Chiapas, qui continue d'ailleurs d'exister et entretient certains liens avec le Rojava, avait à un moment soulevé énormément d'espoir. La déclaration de la forêt Lacandone du 1er janvier 1996 et l'insurrection zapatiste avait montré une nouvelle voie possible quelques années après la chute de l'Union soviétique, où la gauche ne savait plus où aller. « Un autre monde était possible » nous disait-il, ce qui a pu faire naitre et irriguer tout le mouvement altermondialiste, suscité des milliers d'articles, de débats et d'actions. Aujourd'hui, la FDSN, c'est un projet politique encore plus important que le Chiapas au niveau de l'impact populaire et de l'application pratique de théories très radicalement à gauche. Dans un contexte où on manque de perspectives, ça devrait être une source d'énergie et de réflexion mais au lieu de ça, il suscite essentiellement à gauche méfiance et critiques, à l'exception notable du mouvement libertaire.

Le risque n'est-il pas celui du romantisme et d'idéaliser une expérience politique ? Une expérience démocratique instituée par un leader charismatique comme Öcalan (qui fait l'objet d'un certain culte de la personnalité) et d'organisations fortement militarisées semble paradoxale. Rappelons que le PKK – même si c'est contesté – est classé dans la liste des groupes terroristes du Conseil de l'Europe. Son homologue syrien, le PYD, est en revanche soutenu par les occidentaux en Syrie.

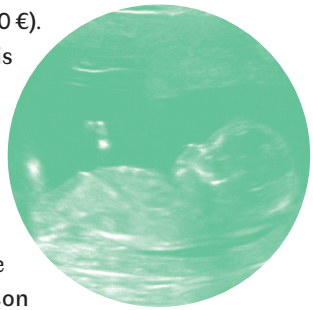
Je préfère un peu de romantisme qui favorise une dynamique plutôt qu'une hypercritique qui l'étouffe. Chaque mouvement et expérience révolutionnaire a connu cette part de romantisme. Le tout est de ne pas perdre une approche critique tout en reconnaissant quand même la valeur de ce qui est en train de se passer. Les membres du PYD et du PKK qui mènent cette expérience au Rojava savent très bien qu'il s'agit d'une expérience historique unique : pour la première fois, ils peuvent mettre en place leurs idées et développer un projet de société alternatif.

Si des choses devaient mal se passer – en premier lieu l'autoritarisme – ce serait su et diffusé très vite, ce qui disqualifierait l'entièreté du projet. Il faut savoir que le PKK n'est pas qu'une organisation militaire mais aussi politique. Il a réalisé une mise à jour idéologique drastique, passant du marxisme-léninisme indépendantiste au confédéralisme démocratique. Ils bénéficient d'un large soutien populaire leur permettant de prendre des initiatives et de stimuler des processus politiques nouveaux comme ce communalisme radical. D'un autre côté, c'est vrai, ils maintiennent un niveau d'armement et de réponse armée et ce, tant qu'il n'y aura pas d'avancée concrète en Turquie ou en Syrie : rappelons que dans le contexte tendu de cette région, c'est ce qui avait permis aux Kurdes de reprendre Kobané puis de chasser Daesh, mais aussi de mener une guérilla contre la répression décidée par Erdogan. Mais en même temps, le PYD comme le PKK ont toujours stimulé la participation démocratique, dont l'élection, quand elle devient possible, avec tous les dangers d'emprisonnement, d'interdiction du parti – mais aussi de défaites électorales – que ça suppose.

les économistes n'aiment pas les cadeaux

PAR JEAN CORNIL

Quatre livres sterling (4,50 €). C'est le prix à payer depuis 2015 pour se recueillir sur la tombe de Karl Marx au cimetière de Hihgate à Londres. On pourrait y voir le paroxysme de la victoire du capitalisme et de son exceptionnelle capacité à tout récupérer par une marchandisation absolue de tous les biens et tous les services. Mais est-ce aussi antimarxiste que cela parait ? Le cimetière est privé et l'entretien des sépultures exige un travail permanent, lequel, selon l'auteur du Capital, doit être justement rémunéré…



Cette anecdote, moins insignifiante qu'il n'y semble, témoigne de l'inexorable avancée de la monétarisation du monde. L'argent, peut désormais, selon la formule du philosophe Michaël Sandel, à peu près tout acheter. Une cellule de prison améliorée, la conception d'un enfant, la lecture d'un livre, le droit de tuer un rhinocéros noir ou le numéro de GSM de votre médecin. Plus encore, vous pouvez acheter sur internet les services d'une personne qui présentera des excuses à votre place, des discours de mariage ou, peut-être un jour, un bébé à adopter comme l'a suggéré le juge américain Richard Posner. Recourir au marché pour attribuer les nouveau-nés proposés à l'adoption, vendre les bébés aux enchères et les payer au prix du marché ? L'infernale logique du capitalisme n'a pas encore franchi cette limite.

Le premier effet de ce funeste engrenage est la corruption du bien ou du service. Sa mise à prix transforme sa valeur et sa signification. Le marché évince la morale. Que vaudrait un prix Nobel acheté, une relation d'amitié tarifée, un cadeau aussitôt revendu sur le net ? La mise sur le marché d'un bien ou d'une valeur transforme toute la symbolique qui lui est attachée. Jean-Pierre Dupuy illustre cette corruption par l'exemple du retard des parents dans les crèches israéliennes. Vu le surcroit de travail des puéricultrices suite aux retards des parents, les crèches décidèrent de faire payer une amende aux retardataires, supposée engendrer une certaine culpabilité. Résultat ? Les parents arrivèrent plus nombreux en retard. « L'amende se voulait une sanction morale. Le simple fait qu'elle se payât en argent la rabattit sur un échange d'un tout autre type, non plus mal contre mal, mais bien contre bien, analogue à l'achat d'un service marchand » écrit le philosophe.

Face à l'enlaidissement du monde et face à la violence de l'argent, notamment dans les domaines du beau et de l'esthétique, comment renouer avec la quête éperdue de ce qui n'a pas de prix, tel que l'évoque superbement Annie Le Brun ? En réaffirmant la nécessité d'ériger de fermes balises au hors-commerce. En luttant pour les biens communs de l'humanité. En prônant la gratuité. Loin de conduire au gaspillage et à la déresponsabilité, de multiples initiatives, de l'eau à la restauration scolaire, des transports en commun à la santé, démontrent que la gratuité est un puissant paradigme alternatif à la marchandisation généralisée. Elle n'est pas une lubie de gosses de riches mais un projet universel et émancipateur, comme l'analyse finement Paul Ariès, face à l'austérité et aux sacrifices qui oppressent les plus démunis. Réenchanter la belle logique du don qui a traversé l'histoire en contrepoint de l'homme cupide des économistes néoclassiques ont toujours en horreur des cadeaux.

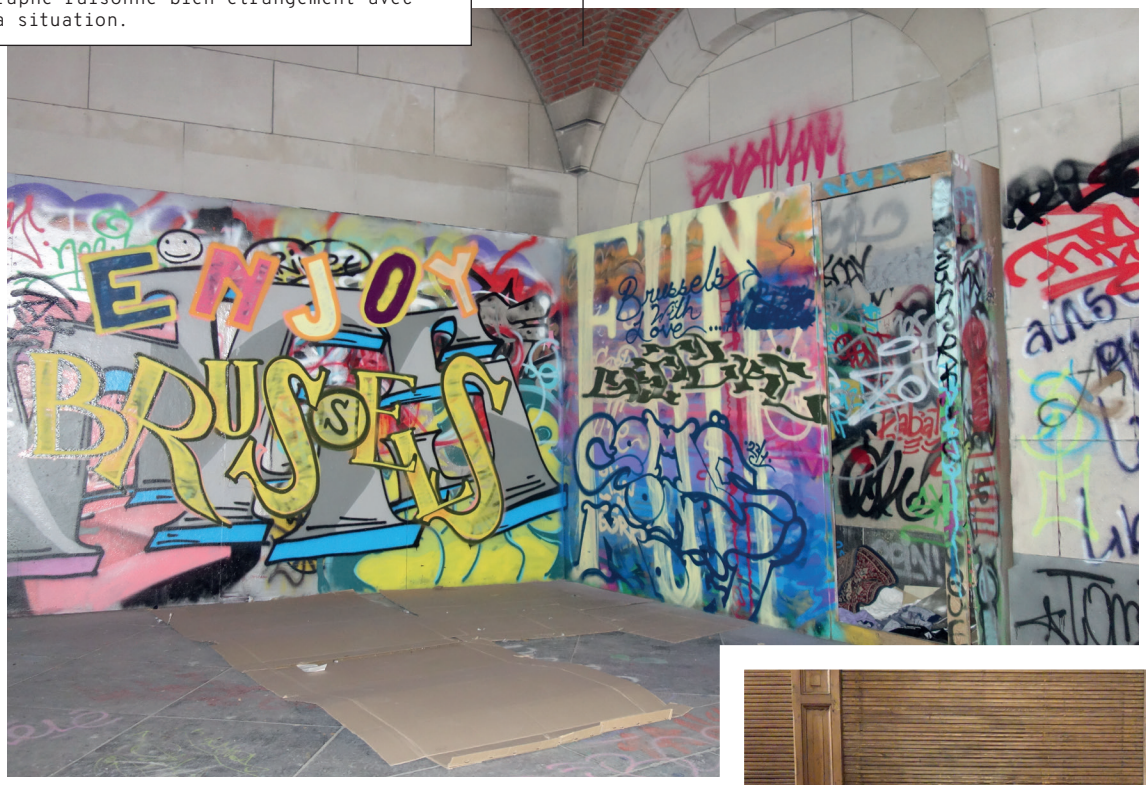
Face à face

C'est grâce à la campagne « 400 Toits » que j'ai eu l'occasion de faire ces photos mais aussi de rencontrer des sans-abris pour la première fois. Les photos ont en effet été prises lors d'une des actions de la campagne, « Face à face pour un logement », où des bénévoles vont à la rencontre des sans-abris bruxellois pour évaluer leurs besoins mais aussi pour sensibiliser et conscientiser la population. Ces rencontres, comme toute rencontre, m'ont mis face à mes préjugés. Mon idée, c'était de sortir des clichés que l'on peut se faire au sujet des sans-abris en montrant une diversité de profils. Ces photos tentent donc de visibiliser ceux qui sont souvent socialement invisibilisés, interrogent les stéréotypes associé à la figure du SDF mais aussi l'environnement urbain hostile des villes actuelles dans lequel ils et elles doivent trouver des abris de fortune malgré les obstacles.

Au coin d'une plaine de jeux, quelques cartons et mousses ont servi ou servent d'abri d'une nuit. En passant devant on n'y prête presque pas attention, on ne se rend pas compte de ce qu'elle signifie.

PHOTOS ET TEXTES : ANDRÉAS ATHANASSIADIS / 400 TOITS

Au Mont des Arts, une construction de chantier sert d'abri. Un «Enjoy Brussels» graphé raisonne bien étrangement avec la situation.



Campagne 400 toits
Menée par différentes associations travaillant dans le sans-abrisme, la campagne «400 Toits» vise à faire construire 400 logements à Bruxelles d'ici 2020 (chiffre correspondant aux 400 personnes vivant dans la rue en 2014).
Info : *www.400toits-daken.com*

Ce buisson sert d'abri. Il y a une petite porte pour y entrer et une valise sert d'armoire. En ville, peu d'espaces sont laissés aux sans-abris pour établir un logement de fortune. Ils doivent souvent se soustraire au regard et se replier dans les interstices.

Andrei a pris des cours pour apprendre le français et le néerlandais et voudrait pouvoir continuer à en prendre, mais c'est trop cher. Parfois, on se demande si on doit aborder telle personne. Est-elle sans-abri ? En soirée c'est un sac en plastique ou une valise de trop qui nous met la puce à l'oreille.

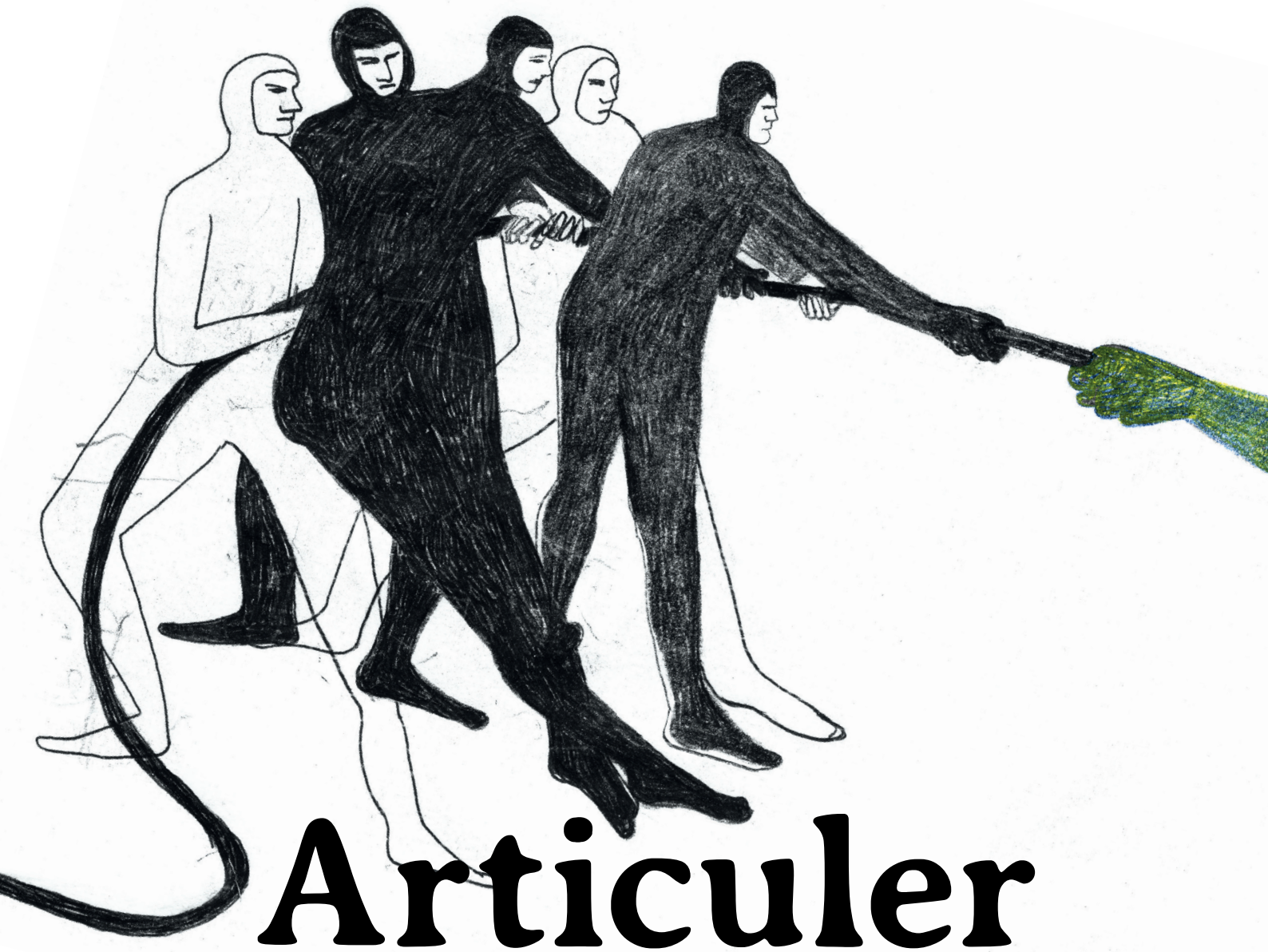
On rencontre **Yacine** en fin de soirée. Il s'exprime de manière posée et élégante. Il nous parle de sa famille. On oublie souvent que les sans-abris ont eu une autre vie avant, qu'ils ou elles ont travaillé.

C'est **Saïd** qui nous a abordé. Propre sur lui et sans bagages, on ne se serait jamais douté qu'il est sans-abri. Le passage entre une vie «casée» et le sans-abrisme est rapide. Un coup dur, on n'ose pas demander de l'aide, et on se retrouve dehors. La famille n'est pas toujours au courant. Ça peut durer quelques jours ou des années.

En 2011 un arbre a été planté par le Collectif des morts de la rue à proximité de la gare Centrale, monument vivant à la mémoire des sans-abris décédés. Pour rappel, 72 personnes sont mortes dans la rue en 2016. La crise du logement est donc meurtrière.

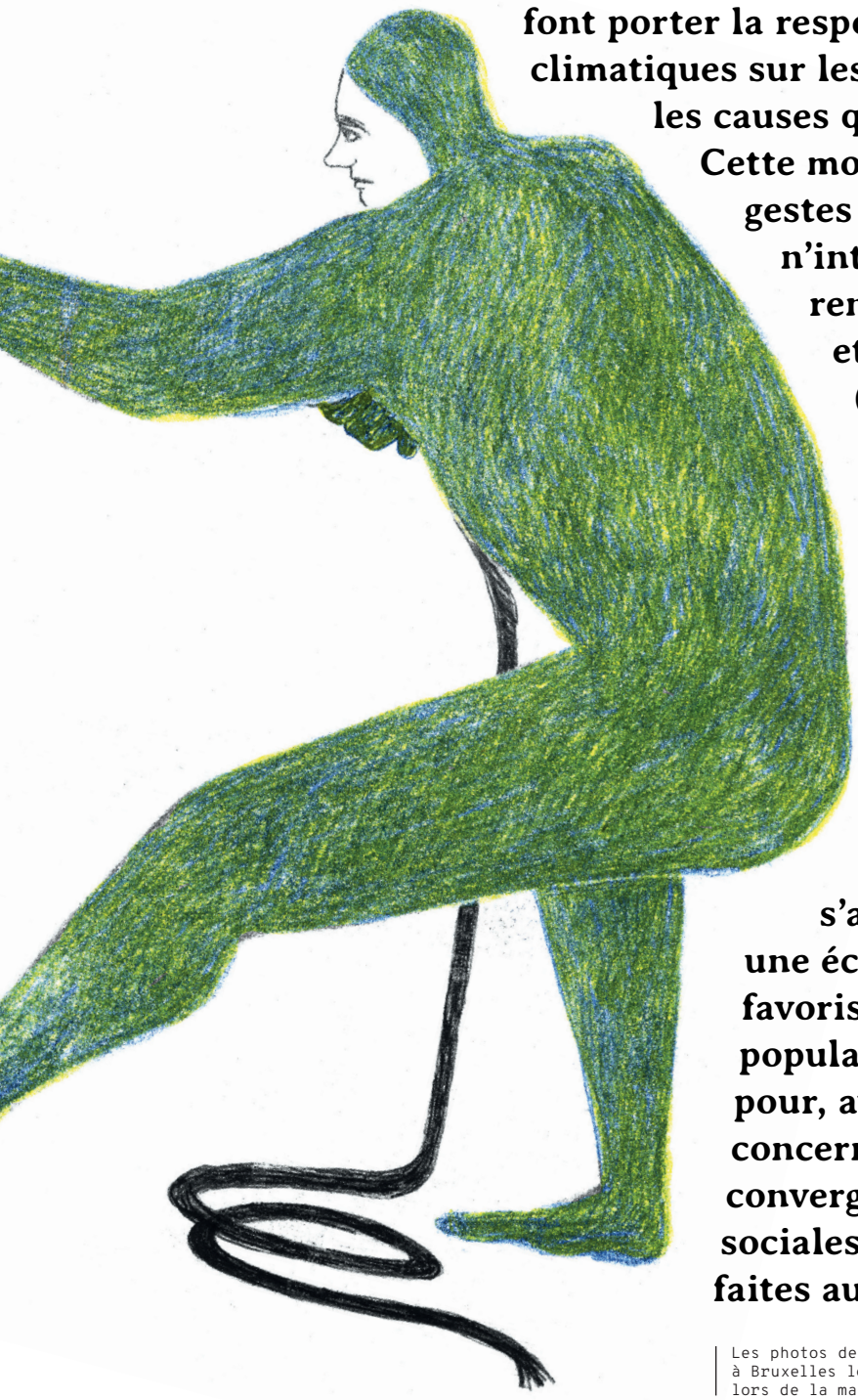
Illustrations : Sylvie Bello — sylviebello.blogspot.com

Dossier coordonné par Aurélien Berthier



Articuler le social & l'écologique

Une des alternatives infernales de l'ordre social capitaliste se joue dans la mise en opposition entre les revendications sociales et les revendications écologiques. Pour la déjouer, il convient de re-politiser la question climatique. Notamment en pointant les limites de l'écoresponsabilité individuelle qui font porter la responsabilité des changements climatiques sur les individus, tant pour les causes que pour les solutions. Cette morale écocitoyenne des « petits gestes », enfant du capitalisme vert, n'interroge jamais le système qui rend possibles les hyperpollutions et émissions massives de GES (Gaz à effet de serre), et les structures sociales qui empêchent toute solution collective d'ampleur. Comment s'attacher aux causes systémiques plutôt qu'individuelles, désigner ennemis et alliés, territorialiser les luttes ? Quels moyens d'action construire ou sur lesquels s'appuyer ? Comment promouvoir une écologie populaire, que favorisent les outils de l'éducation populaire, des écologies faites par, pour, avec ceux et celles qu'elle concerne ? Comment articuler et faire converger luttes contre les inégalités sociales et luttes contre les agressions faites aux écosystèmes ?



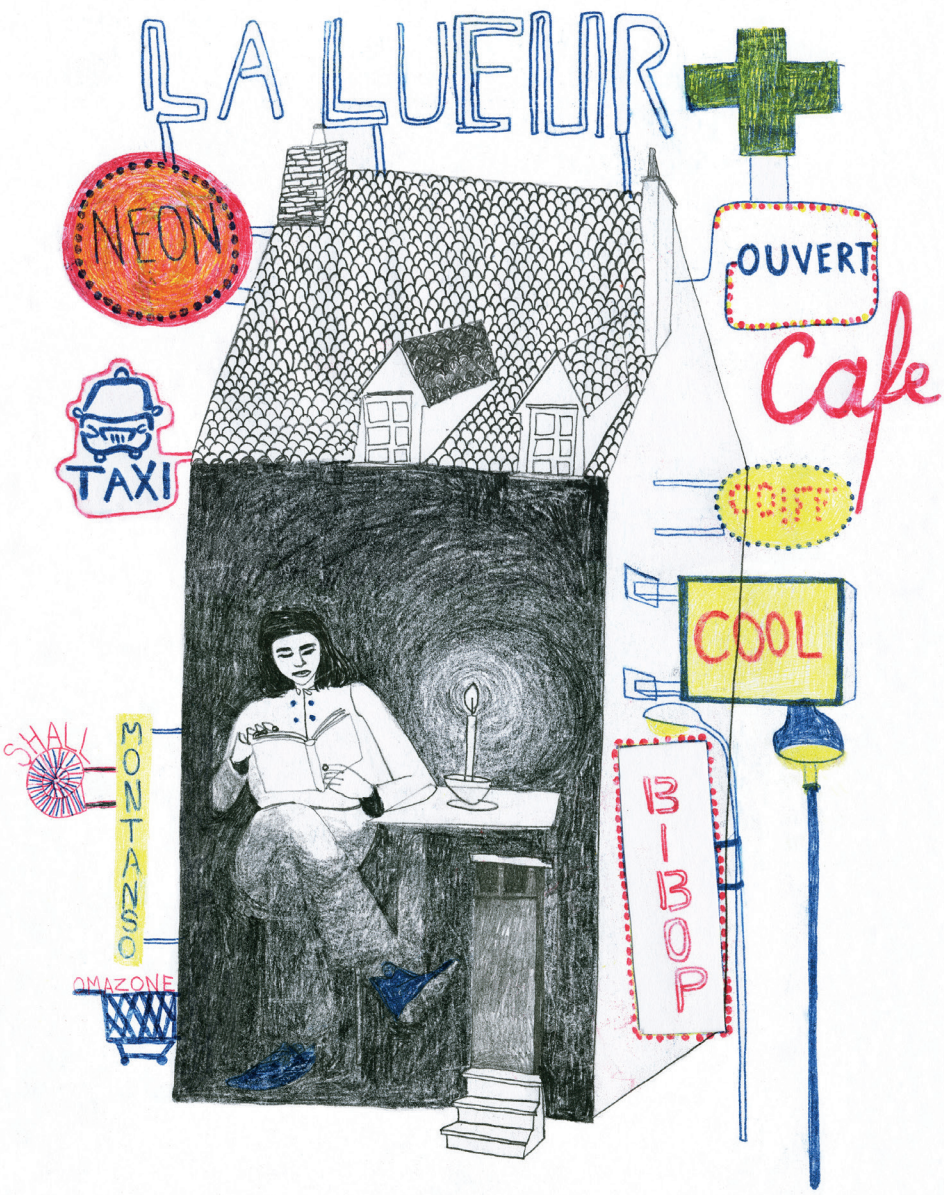
Les photos de slogans ont été prises à Bruxelles le dimanche 02 décembre 2018 lors de la manifestation *Claim The Climate*.

JEAN-BAPTISTE COMBY

« Le climat, un problème social rarement présenté comme tel »

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Dans *La Question climatique*, le sociologue Jean-Baptiste Comby a étudié à partir d'analyse de médias, mais aussi d'une enquête de terrain, les manières dont la question climatique a été socialement construite et quels étaient ses cadrages dans le débat public. Notamment le cadrage « écocitoyen » qui a consisté à en faire une affaire de morale individuelle, où les gestes quotidiens de chaque individu constitueraient à la fois la cause du problème et la solution aux changements climatiques. Comment la question climatique a été dépolitisée ? Comment en refaire un problème social et à rediscuter dans la sphère collective ? Notamment en dressant une critique de l'éco-responsabilité individuelle et en prenant en compte les effets des rapports de classes dans la question climatique.



En quoi mettre l'accent sur la sensibilisation, et sur la modification des comportements individuels, empêche-t-il un traitement politique de la question climatique ?

Les dérèglements climatiques sont généralement présentés comme un problème environnemental, une affaire économique, un défi technologique ou un enjeu moral. S'ils sont certes un peu tout ça, ils sont avant tout le produit d'une organisation sociale qui depuis plus d'un siècle poursuit et accentue sa subordination aux logiques capitalistes. Autrement dit, le climat, c'est un problème social qui est rarement présenté comme tel. C'est un problème qui interroge frontalement l'organisation des rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Et si l'on définit la politique comme l'institution de ces structures sociales (institution scolaire, marché du travail, aménagement du territoire, répartition des richesses, etc.), alors circonscrire la question climatique aux registres de la technique, du marché ou de l'individu, revient à la sortir de la sphère collective des débats publics et donc à la dépolitiser.

Qu'est-ce qui a engendré cette dépolitisation du débat climatique en France ?

On peut dégager trois types de facteurs explicatifs. Tout d'abord les faibles moyens alloués au ministère de l'Environnement. Cela le contraint à mettre en œuvre des politiques peu coûteuses et rentables symboliquement : éco-vignettes, pastilles vertes, écotaxes, bonus-malus, crédits d'impôt, prêts à taux zéro, étiquetage de la performance énergétique des biens de consommation… Cet arsenal de mesures incitatives est inlassablement recyclé par les politiques environnementales déployées depuis une trentaine d'années. Postulant un introuvable « homoécologicus » qui agirait rationnellement en situation d'information pure et parfaite, elles supposent de communiquer massivement pour expliquer quels risquent la planète encourt si les individus ne verdissent pas leurs agissements quotidiens, et pour promouvoir les mesures prises pour accompagner ce verdissement des comportements individuels. Autrement dit, ces politiques incitatives exigent et justifient une forte visibilité médiatique de la question climatique. L'État va donc mobiliser divers acteurs, dont les journalistes, pour démultiplier le discours écocitoyen et ainsi grandir symboliquement la cause climatique qui, à l'époque, est encore marginale dans la hiérarchie des questions qui comptent.

La plupart des agents alors engagés sur le problème du climat vont prendre part à cette dynamique de valorisation médiatique. C'est là un second type d'explication : l'appétence pour le cadrage consensuel, fédérateur et acritique de cette question des promoteurs publics de la question climatique. Sans doute faut-il ici souligner d'une part que cette appétence est aussi un ajustement aux logiques de fonctionnement du débat public, lequel est de moins en moins perméable aux discours critiques ; d'autre part que ces agents (journalistes, scientifiques experts, fonctionnaires, militants écologistes) appartiennent aux classes privilégiées et sont peu disposés à la remise en cause de l'ordre établi. Ils le sont d'autant moins qu'ils méconnaissent les logiques sociales et ne présentent pas une culture politique susceptible d'éveiller leur méfiance à l'égard de la philosophie néolibérale de l'homoécologicus.

Enfin, ces dynamiques dépolitisantes s'imposent facilement aussi parce que les entrepreneurs de politisation sont faibles. En particulier, les années 90 et 2000 se caractérisent par une technicisation du mouvement écologiste qui se fait au détriment des porteurs d'une écologie plus combattive et politique. Au cours de cette période, émergent des hérauts de l'écologie des petits pas individuels comme Nicolas Hulot, Yann Arthus-Bertrand ou Pierre Rabhi. Ils vont alimenter la dynamique écocitoyenne de l'État et bénéficier d'un écho nettement plus fort que les points de vue politisants qui plaident pour changer le système, pas le climat.

Pourquoi dites-vous que ce cadrage de la question climatique sert certains intérêts sociaux plus que d'autres et laisse à l'abri de la critique l'ordre social capitaliste ?

Les autorités politiques françaises prennent donc en charge, au milieu des années 2000, l'enjeu climatique. Mais si ce traitement politique indique que le problème est politisé, on observe que cette politisation consiste en fait à le dépolitiser en ne posant pas la question de l'ordre social. Or, qui a intérêt à ne pas mettre en débat l'ordre établi ? D'abord ceux qui le dominent. J'ai d'ailleurs montré que l'individualisation du problème au prisme de l'écocitoyenneté permettait de ne pas pointer du doigt les comportements socialement valorisés des classes privilégiées. Pourtant, je mobilise de nombreux indicateurs statistiques confirmant que celles-ci ont des styles de vie présentant la plus forte empreinte carbone, et ce même si leurs membres se disent plus facilement soucieux d'agir en écocitoyens.

Quels sont les aspects privilégiés et minorés dans les discours publics ?

L'État et les associations mettent l'accent sur les bons comportements à adopter. Depuis une douzaine d'années déjà, les scientifiques sont quant à eux surtout convoqués pour sonner l'alarme climatique et accréditer l'urgence du problème. Enfin, les journalistes amenés à traiter de ces questions vont peu à peu privilégier le traitement des conséquences du problème au détriment de ses causes. En étudiant notamment les journaux télévisés les plus regardés entre 1996 et 2011, j'observe que plus ils parlent du climat, plus ils montrent des images de

tempêtes, de soleil, d'inondations, moins ils montrent les fumées d'usine ou de pots d'échappement… Or, en donnant à voir et à penser les causes économiques et sociales, ils véhiculaient l'idée que la responsabilité était collective et politique plus qu'individuelle et morale. En mettant l'accent sur les conséquences, ils cherchent à concerner leurs audiences, à inscrire dans leur quotidien ce problème alors perçu comme lointain dans le temps et dans l'espace. De la sorte, ils répondent aux attentes de leurs supérieurs et aux contraintes de l'audimat. De la sorte, ils font de beaux reportages ne nécessitant que peu de connaissances sur les systèmes climatiques. De la sorte, ils font leur part du travail de sensibilisation au double sens du verbe sensibiliser : rendre sensible pour faire prendre conscience.

« Plus [les JT] parlent du climat, plus ils montrent des images de tempêtes, de soleil, d'inondations, moins ils montrent les fumées d'usine ou de pots d'échappement… Or, en donnant à voir et à penser les causes économiques et sociales, ils véhiculaient l'idée que la responsabilité était collective et politique plus qu'individuelle et morale. »

Au-delà des journaux télévisés, j'ai constaté que tout ce qui pouvait entraver cette dynamique de sensibilisation du plus grand nombre était maintenu aux marges de l'espace du dicible climatique. C'est ainsi que la question de l'adaptation aux changements climatiques a été marginalisée car supposée activer un réflexe fataliste (« il est trop tard ») chez les publics. Un aspect positif de cette *doxa* sensibilisatrice a cependant été de motiver tous les agents engagés dans la valorisation publique de la question climatique à coopérer pour faire barrage aux climatosceptiques. Si bien que ceux-ci ont été très peu visibles dans les médias généralistes de grande audience.

Vos recherches se centraient sur la période du début des années 2000. Quelles évolutions récentes notez-vous dans le traitement de la question climatique ? L'idéologie de l'écoresponsabilité individuelle a-t-elle disparu ?

« L'idéologie de l'écoresponsabilité individuelle », pour reprendre votre terme, se porte toujours aussi bien. Elle a vu réapparaitre à ses côtés deux autres cadrages tout aussi dépolitisants : celui des solutions technologiques et celui de la croissance verte. Ceux-ci ont notamment gagné en visibilité lors de la COP21 à Paris en 2015. Cet évènement fut l'occasion de mettre en avant les solutions au problème avec notamment le pavillon des solutions au Grand-Palais. Ce qui s'est alors joué, c'est l'engagement assez inédit du monde de l'entreprise dans le débat public sur le climat. Peut-être parce que s'imposait l'idée qu'il fallait décarboner l'économie et transiter vers des sociétés postcarbones ; peut-être aussi parce que le champ économique avait intégré l'enjeu environnemental à ses modes de régulation. Reste que si tout le monde s'accorde à ce moment-là sur l'inévitable transformation des *sociétés*, rares sont ceux qui estiment que cela doit passer par une transformation des *structures sociales*. Changer les sociétés oui, mais sans transformations sociales, c'est-à-dire sans toucher aux rapports de pouvoir qui structurent et hiérarchisent les sociétés capitalistes. Et ce qui facilite cet apparent paradoxe, c'est justement la mise en avant des cadrages technologiques et marchands.

Vous notez que l'affirmation « 50 % des GES sont produits par les ménages » qui nous est assénée régulièrement est en réalité inexacte et sert à couvrir le fait que c'est la production qui émet l'essentiel des GES. Faut-il reculpabiliser les organisations de production ? Comment « inverser la charge » ?

Pour légitimer les politiques incitatives et le travail de sensibilisation généralisé, l'État a mis en avant ce chiffre dont j'explique dans le livre pourquoi il résulte d'un artefact statistique et comment il s'est imposé. En agrégeant les émissions dans les secteurs du bâtiment, du logement et des déchets, il désigne comme responsables non pas les infrastructures mais ceux qui les utilisent. Sauf que les premières induisent en grande partie les comportements des seconds. Mais c'est surtout la philosophie sociale de la sensibilisation qui doit être discutée. Celle-ci correspond à l'idéologie de la communication qui est centrale dans l'ère néolibérale et qui repose sur une conception béhavioriste et postmoderne de l'individu. Celui-ci serait affranchi des carcans sociaux d'antan, il serait réflexif et en mesure d'agir de manière responsable. Dès lors, en modifiant les comportements individuels, on règlerait les problèmes collectifs. C'est un peu le retour de la main invisible d'Adam Smith. Sauf que les sciences sociales nous enseignent que c'est bien plutôt le social qui oriente les comportements individuels réguliers, routiniers.

Donc, incriminer les organisations de production risque fort de ne pas suffire. Il ne faudrait d'ailleurs pas chercher à déculpabiliser Pierre pour culpabiliser Jacques. Je préfère l'idée d'inverser la charge, notamment la charge de la naïveté longtemps imputée aux militants les plus radicaux. Car aujourd'hui, quinze ans après la mise à l'agenda de la question climatique, trente ans après le sommet de Rio, on peut enfin affirmer sans crainte que les naïfs sont ceux qui ont cru dans les promesses du développement durable. Inverser la charge, c'est donc aussi inverser la distribution du pouvoir et de la légitimité à agir. Il est urgent de redistribuer les cartes du pouvoir décisionnel en faveur des agents ayant compris les impasses du capitalisme vert.

La question climatique est peu conflictualisée, vous dites qu'elle est une cause « sans adversaires ». Comment nommer et rendre visible ces ennemis pour savoir contre qui lutter ?

Elle n'est pas une cause sans adversaires en soi, mais elle a été construite comme telle. Ses ennemis sont tous ceux qui œuvrent à la conservation de l'ordre établi, réformistes de tous bords compris. Mais il ne s'agit pas tant de s'en prendre aux personnes qu'aux principes et institutions que celles-ci défendent. Et c'est au titre non pas de ce qu'elles sont mais de ce qu'elles font, qu'il faut lutter pour les destituer et prendre le pouvoir. Il importe de contester les idéologues de la méritocratie, de la concurrence, du marché capitaliste, de la valeur travail, de la croissance verte, etc. Sans doute est-ce important de dénoncer, comme le font de nombreux militants (Alternatiba, 350.org, ...), les agissements d'institutions bancaires ou d'entreprises exploitant les fossiles. Mais cela ne suffit pas. Il importe de coupler ces actions à une critique des logiques sociales qui poussent ces acteurs économiques à détruire la planète.

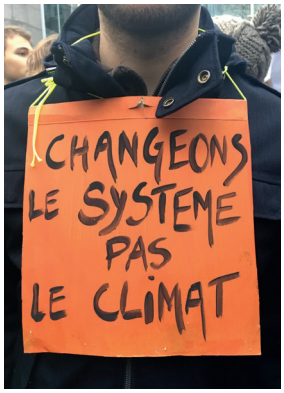
Vous dites que les enjeux écologiques sont accaparés par les classes dominantes. Vous parlez même d'une « dépossession écologique des classes populaires ». Comment se traduit cette écologie populaire et comment pourrait-elle s'exprimer à côté de l'écologie qu'on pourrait qualifier de bourgeoise ?

Dans le débat public, les enjeux écologiques sont définis par des membres des classes dominantes. Cela ne signifie pas que les classes dominées se fichent de l'écologie, mais qu'elles n'ont pas accès aux arènes médiatiques et politiques pour proposer d'autres façons de traiter la question écologique.

L'économiste et historien espagnol Juan Martinez Alier a bien montré depuis près de vingt ans ce qu'était un écologisme des pauvres. Si ces travaux portent sur des conflits environnementaux à divers endroits de la planète, son travail aide à penser la culture écologique propre aux classes défavorisées. Celle-ci renvoie à une réhabilitation de l'économie domestique (réparation, faire soi-même, recyclage, valorisation du don et de l'entraide), à une distance envers la société de consommation et du « superflu », à une dépendance aux services publics, à une conscience pratique des pollutions dont ces franges de la population sont les premières victimes, etc. Il convient toutefois de ne pas fétichiser cette culture écologique des classes populaires. Elle demeure à géométrie variable et se trouve fortement concurrencée par les récits consacrant la réussite matérielle.

Jean-Baptiste Comby
La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public
Raisons d'agir, 2015

Mais reconnaitre et comprendre tout ce qu'il peut y avoir d'écologique dans les styles de vie des moins privilégiés permet d'expliquer leur indifférence à l'égard de l'écologie officielle, une écologie de « bonne conscience » pour reprendre leurs termes. Face aux ampoules basse consommation, au bio, aux voitures propres, aux équipements à haute performance énergétique ou aux normes vertes de la rénovation, les membres des classes populaires pointent d'abord les coûts matériels de cet écologisme technologique. Face aux injonctions à se comporter en écocitoyen, c'est-à-dire à réfléchir chacun de ses faits et gestes pour évaluer leur empreinte carbone, ils soulignent soit le manque d'alternative, soit l'intégration ancienne de ces modes de faire dans leur quotidien, et ce pour préserver non pas la planète mais leur portemonnaie. Face aux crédits d'impôt ou aux prêts à taux zéro, ils se sentent là encore à distance de ces dispositifs qui supposent une aisance comptable et un ethos de petit entrepreneur.



Ces visions populaires de l'écologie ne pourront donc s'exprimer et concurrencer les visions bourgeoises que quand les membres des classes dominées parviendront à se faire entendre médiatiquement et politiquement. Ce que la professionnalisation de la politique comme du journalisme n'est pas prête de faciliter dans la mesure où l'accès à ces métiers se trouve restreint, plus sélectif, réservé à celles et ceux qui ont les moyens d'accéder aux écoles de journalisme et de la politique.

Comment les rapports de classes jouent sur le terrain écologique à travers la morale écocitoyenne ?

Mes travaux montrent que la dépolitisation de la question écologique via l'avènement de la morale écocitoyenne c'est « double-peine » pour les classes dominées et « coup double » pour les classes dominantes. Alors que les premières présentent des styles de vie d'autant plus contraints économiquement qu'ils sont soutenables écologiquement, cet écologisme matériellement conditionné est symboliquement dévalorisé. Les classes populaires restent en effet largement perçues comme génératrices d'une pollution visible (les détritus), comme sales et dangereuses pour la planète. Stigmatisées et à distance de la morale écocitoyenne en dépit de modes de vie peu prédateurs, elles sont de surcroit les premières victimes des pollutions comme le rappellent régulièrement les organisations pour la justice environnementale.

À cette « double peine » correspond un « coup double » à mesure que l'on grimpe l'échelle sociale. Outre le fait que les plus privilégiés sont les moins vulnérables mais aussi les plus résilients (assurances, relais familiaux et amicaux, maisons secondaires, accès privilégiés aux soins, etc.) face aux pollutions et aux catastrophes naturelles, ils profitent plus facilement des gratifications symboliques offertes par la morale éco-citoyenne. En mettant l'accent sur les bons comportements plutôt que sur les mauvais, celle-ci ne pointe pas du doigt les styles de vie pollueurs. Cela permet

aux plus riches de mettre en avant leur bonne conscience écologique dans un ou quelques domaines de la pratique (logement aux normes écologiques, consommation responsable, chasse au gaspi, etc.) sans avoir à remettre en cause l'ensemble de leur *style de vie* (donc en continuant à valoriser la mobilité lointaine et rapide par exemple).

Certains points d'achoppement se reflètent dans les conversations ordinaires, par exemple autour de l'interdiction ou la taxation du diesel, mesure à priori favorable à l'environnement mais qui pénalise les plus appauvris. Comment dépasser ces oppositions entre des revendications sociales et des revendications climatiques qui semblent toutes deux légitimes ?

À l'heure où nous réalisons cet entretien, la colère des « gilets jaunes » bat son plein. Le point de départ de ce mouvement est justement le rejet d'une « écotaxe » sur le gazole. Le gouvernement a maladroitement essayé d'opposer la gentille « fiscalité verte » aux méchants pollueurs des « classes laborieuses » (dixit Macron !). Sauf que, s'il serait absurde de dire que les « gilets jaunes » sont majoritairement écologistes, il serait tout aussi absurde de dire qu'ils sont *pour* la pollution et *contre* la planète ! Ce que révèle sans doute cette révolte populaire, n'est-ce pas plus simplement les impasses sociales des politiques environnementales qui cherchent à modifier les comportements sans transformer l'ordre social, et plus spécifiquement ici, l'aménagement du territoire, la répartition territoriale de l'offre de transports en commun et au-delà les inégalités sociales face aux mobilités ?

Ce genre de contradictions ne seraient-elles pas nettement moins prégnantes dans un contexte de réduction drastique des inégalités sociales ? En d'autres termes, tout ce qui accroit les inégalités ne fait-il pas reculer la possibilité de mobiliser massivement en faveur de l'écologie ? Or, telle qu'elle est mise en œuvre, la fiscalité verte accroit ces mêmes inégalités face à l'argent, au transport, au logement, etc. Peut-être pouvons-nous ensuite nous demander pourquoi ne se profile pas une fiscalité qui, pour des motifs écologiques et à des fins de redistribution sociale, taxerait les comportements les plus pollueurs, à savoir ceux qui caractérisent le style de vie des classes privilégiées comme la mobilité rapide, aérienne notamment, ou l'emprise foncière des logements ? La fiscalité est aussi le reflet des rapports de force entre classes sociales. Et pas besoin d'être sociologue pour saisir que ce rapport de force n'est favorable ni aux plus démunis, ni à la lutte contre les pollutions.

Un dernier mot sur cette mobilisation des gilets jaunes : contre toute attente, elle contribue à politiser la question écologique en pointant du doigt les lacunes structurelles des politiques environnementales (tout d'un coup le gouvernement se rappelle les bienfaits des voies ferrées secondaires que sa loi de réforme de la SNCF avait condamnés quelques mois plus tôt…), mais aussi en rappelant que les paquebots ou les compagnies aériennes sont épargnés (c'est-à-dire des infrastructures faites d'abord par et pour les commodités des plus favorisés). Ces questions, qui véhiculent un tout autre cadrage des enjeux écologiques, émergent dans le débat public. Et on notera que ce n'est pas grâce aux marches sur le climat qui, depuis le 8 septembre, émoustillent les écologistes une fois par mois.

Les changements individuels prônés par la doxa sensibilisatrice ou l'accumulation de petites actions individuelles portée par des organisations comme les Colibris ne constituent-ils pas néanmoins potentiellement les prémices d'une conscientisation écologiste ? Un « c'est mieux que rien » ?

Mon propos ne consiste pas à dire que verdir ses comportements est mauvais ou inutile. Mais tout n'est pas bon à prendre non plus, et je montre que beaucoup de petits gestes écolo viennent en fait vernir et verdir des styles de vie qui, en pratique, sont les plus pollueurs. Je rappelle aussi que, comme plus d'un siècle de sciences sociales le montre, ce n'est pas la somme des gestes individuels qui permet de résoudre des problèmes collectifs. Il convient d'inverser le raisonnement et de voir que c'est bien plutôt l'organisation collective qui oriente la majorité des comportements individuels.

Le changement par la prise de conscience, par la culture, par la sensibilisation ou par la pédagogie, ça ne marche qu'auprès des personnes soucieuses de se conformer aux normes publiquement dominantes. Et encore ! Combien d'enquêtés concèdent y prêter attention mais se heurter au poids des routines et de l'inertie du quotidien. Chasser les habitudes des individus, elles reviennent au galop de leur classe sociale d'appartenance. Or, s'élever socialement, c'est aussi adopter des styles de vie dont la vitrine éthique ne suffit pas à réduire l'empreinte carbone.

Sur quoi les pratiques écologiques individuelles du quotidien doivent-elles s'appuyer pour gagner en sens et participer à des changements sociaux d'ampleur ?

Verdir durablement et structurellement son style de vie, suppose de repenser toutes les dimensions de son existence et, d'intégrer des collectifs de vie orientés vers une telle aspiration. Ces alternatives sociales, donc collectives, favorisant des modes de vie individuels sérieusement écologistes se portent plutôt bien. Et je voudrais ici souligner les progrès considérables, depuis une dizaine d'années, du mouvement écologiste pour montrer que des solutions

existent, que d'autres modèles de société sont possibles. Cette composante positive et constructive de la critique écologiste s'est remarquablement consolidée.

> Longtemps accusés de « n'avoir rien d'autre à proposer », les militant·es ont œuvré à affiner diverses alternatives en matière de modes de vie, mais aussi d'agriculture, de commerce ou de transport. C'est notamment toutes les initiatives du mouvement des transitions : locavorisme, quartier en transition, agro-écologie, monnaies locales, etc. Mais les écologistes peinent à développer l'autre composante, négative et combattive, de la critique, celle qui dénonce et conteste l'ordre établi. Si elle a pu se développer sur des luttes localisées, elle reste souvent fragile et encore trop peu acculturée à la critique sociale. Or, cette dimension contestataire est nécessaire pour résister aux ruses du néolibéralisme dont on sait qu'il procède par ajustements permanents (sur ce point, voir *Le nouvel esprit du capitalisme*, l'ouvrage classique de Boltanski et Chiappelo). Sans ces contre-feux, les alternatives élaborées par le geste critique positif ont de fortes chances d'être institutionnalisées, récupérées et digérées par l'ordre néolibéral. Un exemple : les écoquartiers étaient perçus dans les années 1990 comme une lubie révolutionnaire de doux rêveurs écolo. Vingt ans après, ils constituent un atout incontournable dans la concurrence que se livrent les métropoles pour l'attractivité.

C'est pourquoi il me parait urgent d'encourager le mouvement écologiste à lire et discuter avec les sciences sociales afin d'armer leurs critiques des savoirs émancipateurs que celles-ci produisent. Vous allez me dire que je prêche pour ma paroisse et vous n'aurez pas tort. Mais j'ai le sentiment que si les acteurs des luttes sociales ont, ces dernières années, bien progressé pour intégrer l'enjeu écologique à leurs stratégies et revendications, il me semble que les acteurs des luttes écologistes restent encore trop distants à l'égard de la critique sociale et des connaissances sur lesquelles elle se fonde. On observe ainsi des syndicats s'engager dans des luttes écologistes (par exemple contre les grands projets inutiles et imposés). Je peine à trouver des exemples de luttes sociales ayant reçu le soutien d'organisations écologistes. Sauf lorsque les plus « radicales » d'entre elles font le lien avec les luttes pour les exilés, les combats féministes, etc. Dans le mouvement écologiste, plus les positions sont radicales et donc politiques, moins elles sont cloisonnées, et *vice versa*.

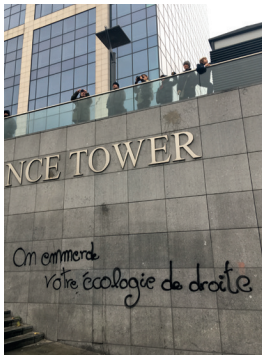
À quoi ressemblerait une campagne de sensibilisation menée par les pouvoirs publics ou par le secteur associatif où ce ne serait pas les classes dominantes qui se jetteraient des fleurs ? Quels serait les messages à faire passer pour sortir de la culpabilisation des individus, pour repolitiser les enjeux et rediscuter l'ordre social ?

La réponse à cette question découle, il me semble, de ce que j'ai déjà dit : peut-être faudrait-il remettre en cause les critères dominants de ce qu'est une vie réussie, socialement valorisée car soutenue par les classes dominantes. Lorsque j'étudiais la production des campagnes gouvernementales devant amplifier la visibilité des préceptes écocitoyens, avait été proposé le slogan : « Fini le 4x4 en ville ! ». Immédiatement écartée au prétexte (invérifiable) que « les Français ne sont pas prêts pour ce type de message » et qu'il ne faut pas stigmatiser pour s'adresser à tous, cette proposition peut toutefois donner un aperçu de ce que serait une communication tenant compte des inégalités de contribution au problème. Car à vouloir s'adresser à tous, on finit par ne s'adresser à personne, à ne vouloir stigmatiser personne, on fait croire que tout le monde est également responsable.

> Mais le défi est ailleurs. On ne décrète pas une transformation sociale. Celle-ci ne passe pas (que) par des mots et des discours. C'est pourquoi il faut lutter pour obtenir le pouvoir de modifier concrètement les conditions de vie des individus et faire en sorte que celles-ci puissent engendrer, sans même que ce soit « écolo », des pratiques, des modes de déplacement, de logement, de consommation ou de travail respectueux de la planète.

Et outre les campagnes de sensibilisation, quels autres moyens penser pour permettre et appuyer des changements de grande ampleur ?

Je crois qu'il convient de réfléchir aux moyens de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui se mobilisent pour défendre et accentuer les logiques sociales dominantes. Il faut déposséder les dominants de leur pouvoir de conserver et d'intensifier une organisation sociale dont il est aujourd'hui admis qu'elle n'est plus soutenable. Les mettre hors d'état de nuire, car il est naïf de croire qu'ils seront en mesure de proposer les alternatives politiques qui s'imposent pourtant. Ou alors ce pourrait être des alternatives qui condamneraient un peu plus le principe démocratie déjà bien malmené dans nos sociétés dites libérales.



La multiplication récente des actions en justice contre les États ou les institutions européennes pour les accuser d'inaction climatique va un peu dans ce sens finalement, non ? On peut imaginer que la justice décide d'interdire l'accès aux positions de pouvoir à toutes les personnes défendant un ordre social écologiquement insoutenable et socialement inégalitaire (les deux, on l'a dit, allant de pair). Ce levier judiciaire est donc intéressant, car il politise l'enjeu écologique en soulevant la question du pouvoir et de la légitimité des décideurs et décideuses. Mais parviendra-t-il à faire admettre que ceux-ci sont des criminels ?

Hybrider le climat et les luttes

Le concept d'intersectionnalité définit les points de rencontre entre des luttes contre les dominations liées à la classe sociale, à la racisation ou au genre. Il a permis réflexions et nouveaux champs de bataille féconds. Activistes et intelectuel·les proposent de continuer à multiplier les hybridations entre ces combats sociaux, culturels et politiques avec les luttes environnementales et climatiques.

PAR AURÉLIEN BERTHIER ET BARBARA MOURIN

Prenant le contrepied de l'écologie dominante qui postule que le changement climatique affecte l'humanité dans son ensemble de manière indiscriminée, une lecture des dynamiques de la « crise » climatique et environnementale actuelle en termes d'inégalités et de rapport de domination montre que la nature est un enjeu politique, *un champ de bataille* pour reprendre les termes du sociologue français Razmig Keuchayan[1].

INÉGALITÉS ÉCOLOGIQUES ET RACISME ENVIRONNEMENTAL

En effet, tous les groupes humains n'ont pas le même accès aux ressources qu'offre la nature : inégalité d'accès à l'eau, aux sources d'énergie (qui entraine pauvreté énergétique), d'accès aux espaces naturels et à leurs « aménités »[2], d'accès à une qualité de vie comprenant un environnement sûr (qu'il soit rural ou urbain) et une alimentation saine.

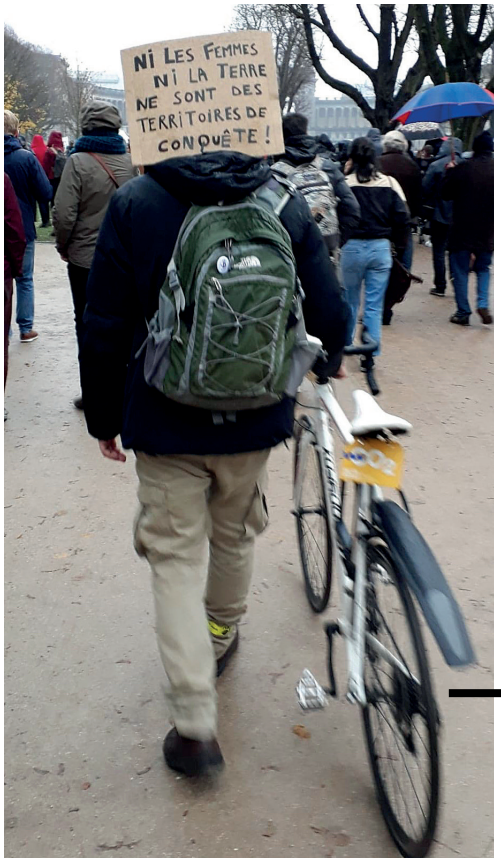
Mais de plus, toutes les populations ne subissent pas de manière uniforme les conséquences néfastes du processus industriel, c'est-à-dire les dégâts environnementaux liés aux pollutions de l'air, des terres, de l'eau, de l'alimentation… ainsi que les conséquences des changements climatiques en cours (intempéries, montée des eaux, variations des températures…). Les effets de la dégradation environnementale, comme ceux de la pauvreté, sont négalement répartis dans le monde et les territoires. Si une mort sur six dans le monde est liée à la pollution[3], l'analyse montre que plus on est pauvre, plus on a de chances de résider près ou dans un environnement pollué (près des autoroutes, des zones industrielles, des déchets…) et d'en mourir.

À partir de l'étude des dégâts de l'ouragan Katrina, Keucheyan montre l'une des modalités de cette dynamique inégalitaire : le *racisme environnemental*, notion qui renvoie au fait que les victimes du racisme sont aussi le plus souvent victimes d'un environnement dégradé. Ainsi, à La Nouvelle-Orléans, la catastrophe a essentiellement touché les populations noires et pauvres de la ville. Leurs quartiers d'habitation sont historiquement situés en zones inondables, alors que les Blancs et riches sont situés sur les hauteurs. Le fait que les incinérateurs de déchets soient installés le plus souvent près des quartiers d'immigration récente est un autre indice de racisme environnemental : « S*i vous voulez savoir où un stock de déchets donné a le plus de chances d'être enfoui, demandez-vous où vivent les classes populaires et les minorités raciales* », résume Keucheyan.

Le mouvement pour la *justice climatique* qui postule une dette écologique du Nord, producteur de l'essentiel des pollutions et GES, vers le Sud qui en subit le gros des conséquences, nous avait déjà

enseigné ces inégalités systémiques. Mais à l'intérieur des pays aussi se jouent des processus où l'on constate que les dominé·es socialement sont aussi ceux qui sont prioritairement exposé·es aux nuisances de l'industrialisation et aux effets des changements climatiques. D'où la naissance et la construction d'un mouvement de *justice environnementale*. Car ces *inégalités écologiques* se mêlent, redoublent voire fondent souvent des inégalités liées aux oppressions sexiste, raciste et sociales. Des dimensions que Keucheyan estime historiquement peu prises en compte par les mouvements écologistes mainstream, centrés sur la défense de l'environnement.

C'est pourquoi il nous invite à lier davantage les luttes climatiques aux autres luttes. Il propose ainsi d'enrichir d'une quatrième dimension l'intersection de classe, de genre et de « race », avec celle de nature, qui n'est alors plus à percevoir comme universelle et extérieure aux rapports sociaux mais bien un enjeu et un lieu d'affrontements politiques.



« Les inégalités écologiques se mêlent, redoublent voire fondent souvent des inégalités liées aux oppressions sexiste, raciste et sociales. »

VERS L'ÉCOSYNDICALISME

Le monde ouvrier entretient de longue date un rapport ambivalent avec les enjeux environnementaux, et ce, pour des raisons pragmatiques. Dans un contexte de chômage de masse (utilisé comme armée de réserve industrielle par le patronat), difficile en effet de concilier défense de l'outil de travail et la nécessaire limitation des émissions des GES et des pollutions, quand celle-ci signifie perte d'emplois. Car la transition écologique va en effet conduire à une décroissance puis à la disparition des secteurs les plus polluants de l'économie. Donc, à la disparition de nombreux emplois.

Pour rendre possible cette transition écologique, il est donc indispensable de se battre en priorité pour le maintien de revenus de remplacement le temps de la transition et pour des investissements massifs de la part de l'État pour la formation et la reconversion des sites polluants et de leur personnel vers des emplois plus « soutenables ». Autant d'aspects où les syndicats doivent être en première ligne mais qui supposent aussi pour les mouvements écologistes de développer, plus avant, une large critique de l'État néolibéral et de l'ordre social capitaliste, qui empêche justement d'assurer cette transition.

Comme le rappelle le sociologue Jean-Baptiste Comby : « *Lorsqu'on oppose l'écologie à l'emploi, on reste dans les dogmes de la société salariale et capitaliste. Prendre l'écologie au sérieux, André Gorz n'a cessé de l'argumenter, implique de repenser l'ensemble de nos activités, à commencer par le travail rémunéré.* »[4] Il s'agirait donc surtout d'interroger *ensemble* la nature du travail, de ses conditions d'exercice et de ses finalités : viser une société où on pourra produire de manière raisonnée, sans bousiller la santé ni de ceux qui fabriquent, ni de ceux qui consomment, ni des écosystèmes.

Des catastrophes comme celles de Seveso en 1976 en Italie, Bhopal en Inde en 1948 ou plus récemment l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001 (où ce sont les logements des quartiers populaires, dans lesquels vivent les ouvriers d'AZF et leurs familles, qui ont été soufflés par l'explosion) ont déjà permis certains rapprochements. Mais c'est sur le terrain des inégalités environnementales que le mouvement ouvrier et les mouvements écologistes auraient intérêt à davantage converger en fabriquant conjointement un langage et des perspectives communes. Et en se rendant plus présents aux luttes les uns des autres.

1. Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, La Découverte, coll. « Zones », 2014
2. Les aménités environnementales sont tous les aspects appréciables et non-quantifiables que la nature procure aux individus comme le calme, le silence, la beauté d'un paysage, l'odeur des fleurs, etc.
3. Voir *www.rtbf.be/info/societe/detail_un-deces-sur-six-lie-a-la-pollution-en-2015?id=9741477*
4. Voir l'entretien avec Jean-Baptiste Comby « Le climat, un problème social rarement posé comme tel » dans sa version longue sur *www.agirparlaculture.be*

L'ÉCOFÉMINISME

Autre mouvement porteur de convergence : l'écoféminisme, qui tente de construire depuis les années 1970 des liens entre féminismes et écologismes. Si la Française Françoise d'Eaubonne a la maternité du terme[5], ce sont des théoriciennes et activistes nord-américaines et de pays du Sud qui développeront ce concept et mèneront les luttes les plus emblématiques (Mouvement Chipko en Inde, Women's Pentagon Action ou luttes du Love Canal aux États-Unis entre autres). L'écoféminisme englobe plusieurs approches parfois rivales (marxistes, spiritualistes…)[6] mais qui établissent toutes des liens entre l'exploitation et la domination des femmes et de la nature par les hommes et le capitalisme. Certaines estiment même que capitalisme et patriarcat ont fusionné pour donner naissance à un « capitalisme patriarcal », doublement prédateur, qui a réduit femmes et nature au rang d'objets exploitables. C'est à ce titre qu'il convient de le combattre dans un même temps, notamment par les méthodes et pensées issues des luttes féministes.

> La critique écoféministe porte sur le capitalisme, la révolution industrielle, le colonialisme, la science moderne et les éthiques androcentriques issues de la pensée moderne. Les écoféministes s'attachent notamment à redéfinir l'idée de « nature » et de « féminité » élaborées par l'art, la science et la pensée des 16e et 17e siècle (Descartes et Bacon en particulier) qui ont favorisé le passage de l'idée de nature comme un tout vivant dont nous faisions partie – conception à redécouvrir – à une chose qu'on pouvait détruire. Le pillage et la surexploitation sans vergogne des ressources se trouvent alors justifiés suivant un raisonnement sexiste et fallacieux : puisque la nature est « féminine » et la femme est inférieure, alors on peut exploiter le ventre de la nature comme celui de la femme, « violer la terre comme on viole la femme »[7].

La transversalité de la pensée écoféministe et son ancrage intersectionnel (la philosophe Karen Warren montre les importantes connexions entre les dominations vécues par les femmes, les racisé·es et les classes populaires, et l'exploitation de l'environnement[8]) sont particulièrement précieux pour des objets qui touchent à tous les aspects de la vie comme le sont les luttes climatiques et environnementales.

DIVERSIFIER LE MOUVEMENT ÉCOLOGISTE ET CONVERGER

Le mouvement écologiste est pour l'instant resté un mouvement de classes moyennes, aussi bien électoralement que dans la composition sociale de ses militant·es. Un aspect qui a tendance à exclure les dominé·es des grands débats écologistes et climatiques. Ce qui fait que *« le mouvement climatique a des considérations et des enjeux de Blancs de classes moyennes. […] C'est-à-dire de personnes qui n'ont pas à traiter avec des questions de racisme, de violences policières, d'accès à l'emploi, à un logement, aux services publics, etc. »* indique Juliette Rousseau, ancienne porte-parole de la Coalition Climat 21[9]. Cette uniformité sociologique du mouvement climatique a pour conséquence qu'il ne parle pas et ne mobilise pas assez contre la précarité énergétique, les inégalités écologiques ou le racisme environnemental. Et qu'il ne touche pas les populations subalternes pourtant porteuses de constats et revendications écologistes[10]. Les mouvements écologistes dominants gagneraient donc encore mieux à intégrer dans leurs analyses les dimensions de genre, de classe et de racisation afin que les enjeux qu'ils défendent soient, dans une perspective de justice environnementale, porteurs d'égalité. Ainsi, ils pourront contribuer à l'effacement des discriminations, qu'ils entretiennent encore parfois malgré eux.

« Certaines écoféministes estiment que capitalisme et patriarcat ont fusionné pour donner naissance à un "capitalisme patriarcal" doublement prédateur qui a réduit femme et nature au rang d'objets exploitables. »

Écosyndicalisme, écoféminisme, lutte contre le racisme environnemental… La question reste de voir comment multiplier et renforcer ces hybridations, construire des alliances et revendications communes entre dominé·es et mouvements écologistes. Ceci permettrait de politiser davantage la question écologique et de rallier des populations laissées à distance de ces enjeux, qu'ils concernent pourtant souvent en priorité.

> Faire nombre, multiplier les revendications au départ de situations sociales diverses, et mobiliser au-delà des rangs habituels des luttes climatiques donc. Mais aussi bénéficier, en mutualisant méthodes et savoir-faire, en favorisant les « complicités politiques » de long terme[11], d'un effet démultiplicateur des luttes. Luttes qui se renforcent l'une l'autre quand des militant·es féministes, anticapitalistes, syndicalistes ou antiracistes s'occupent *aussi* d'écologie et quand les militant·es écologistes *aussi* de féminisme, d'antiracisme, des droits des réfugié·es et de lutte des classes. Bref, tenter de territorialiser les enjeux climatiques et de répondre à toutes les urgences, à tous les effondrements imbriqués, pas seulement celui de nos écosytèmes.

5. Françoise d'Eaubonne, *Le Féminisme ou la mort*, P. Horay, 1974
6. Au sujet des thèmes, combats et débats qui agitent l'écoféminisme et son histoire, voir *Reclaim, recueil de textes écoféministes*, sous la direction d'Émilie Hache (2016, Cambourakis) mais aussi le chap.3 de « L'intégration de la dimension de genre dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques au Québec ». Disponible en ligne sur le site *www.relais-femmes.qc.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=297&Itemid=635*
7. Voir Carolyn Merchant, *The death of Nature, Woman, ecology and the scientific revolution*, Paperback, 1980
8. Karen Warren (dir). *Ecofeminism: Women, Culture, Nature*, Indiana University Press, pp 3-20, 1997
9. Citation extraite de « Le mouvement écolo ne reflète pas la diversité de la population » paru dans Reporterre le 16/10/2018 – *www.reporterre.net/Le-mouvement-ecolo-ne-reflete-pas-la-diversite-de-la-population*
10. Le récent mouvement des Gilets jaunes aura certainement d'importantes et intéressantes répercussions en matière de prise en compte de la question sociale et de l'intégration des classes populaires dans les luttes climatiques.
11. Voir Juliette Rousseau, *Lutter ensemble, Pour de nouvelles complicités politiques*, Cambourakis, 2018

SÉBASTIEN KENNES

Faire de l'éducation populaire à l'écologie

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Pour dépasser les oppositions entre social et environnemental, l'éducation populaire est une des voies royales pour que les réflexions, mobilisations ou initiatives de « transition » prennent en compte la question des inégalités. Car elle permet à des groupes de s'emparer de ces questions, de les repolitiser et de resituer les enjeux écologiques dans une dimension plus collective. Et rendre ce faisant plus populaire et inclusive une écologie souvent perçue comme contraignante. Entretien avec Sébastien Kennes, animateur à Rencontre des Continents (RdC), association particulièrement impliquée sur l'éducation populaire à l'écologie, abordée notamment par l'entrée de l'alimentation, en allant bien au-delà des seuls discours d'écoconsommation en vogue.

Comment faire réfléchir et mobiliser sur les sujets relatifs à l'écologie ? De quelle manière est-ce que vous utilisez l'éducation populaire dans le cadre de vos différents ateliers ?

L'éducation populaire, c'est plutôt une posture et un moyen qu'une finalité. Dans l'éducation populaire, on dit que « personne n'éduque d'autrui, on s'éduque ensemble ». On n'a pas, nous, plus à apporter aux autres que ce que les autres ont à nous apporter, y compris sur des questions de l'écologie prise au sens large. C'est-à-dire avec une vision et sur des enjeux qui vont bien au-delà des seules questions de préservation ou de protection de l'environnement. La convivialité, la question sociale et démocratique, ou la recherche d'une plus grande horizontalité sont ainsi des choses qui s'intègrent pleinement aussi dans la question de l'écologie.

« Sur des questions relatives à l'écologie comme d'autres, on ne change pas le monde en convainquant les gens. Les gens changent parce qu'eux-mêmes réalisent des expériences dans un parcours individuel ou dans un cadre collectif. »

Tout va donc se jouer dans la manière dont on crée des dispositifs et dans les situations dans lesquelles on est amené à travailler avec différents publics, publics dont on considère qu'ils sont tous concernés par ces enjeux et ont tous quelque chose à dire. On se réfère donc plutôt à l'éducation populaire en tant que courant sociopédagogique, comme manière de réfléchir, de questionner, de trouver des réponses plus collectives aux enjeux des sociétés qui nous questionnent, plus particulièrement dans le champ de l'écologie : comment on arrive à créer ensemble des espaces où on peut se réapproprier ces questions, des dispositifs qui vont nous permettre de se poser des questions ensemble sur les thèmes qui nous préoccupent ?

On a des publics militants qui viennent à nous, en demande de formation, mais on passe aussi par des acteurs relais associatifs ou sociaux qui nous connectent avec toute sorte de publics plus au moins sensibilisés ou politisés sur les questions écologiques.

Il s'agit notamment de sortir de la posture du sachant qui doit « convaincre » son public, posture très fréquente sur les thématiques liées à l'écologie…

En fait, dans un « processus d'éducation… » (« éducation trois petits points » comme on les appelle à RdC) c'est-à-dire à l'éducation à l'écologie, la solidarité, la promotion de la santé, etc., on pense que les gens auront davantage tendance à se questionner sur, à accrocher et s'intéresser à un sujet, via différentes porte d'entrées, si cela repart de leurs préoccupations, de leurs points de vue et réalités de terrain. De ce qui se passe dans les territoires et les espaces physiques et symboliques où ils circulent, vivent, séjournent. De ce qu'ils font déjà en matière d'écologie… Et si ça répond à leurs besoins, aux questions qu'ils se posent.

L'idée n'est donc pas de les faire rentrer dans un moule philosophique, politique ou sociologique préconçu. L'idée n'est pas d'emblée de convaincre. On a plus des pistes que des réponses à donner puisque le principe de nos dispositifs, c'est bien d'amener les gens à se poser des questions. Et bien souvent, on remarque que ces questionnements rejoignent ceux qu'on a aussi.

Sur des questions relatives à l'écologie comme d'autres, on ne change pas le monde en convainquant les gens. Les gens changent parce qu'eux-mêmes réalisent des expériences dans un parcours individuel ou dans un cadre collectif.

Quelle question cela pose-t-il sur la posture de l'intervenant sociopédagogique ?

On peut donner toute une série d'ingrédients d'un dispositif pédagogique qui permettent aux animateurs et animatrices d'adopter une posture basse. Ainsi, repartir de la vision du monde qu'ont les gens sur un sujet donné, accepter de ne pas tout savoir et de se remettre en question, accepter de valoriser les savoirs et savoir-faires des personnes avec qui on travaille et être le plus souvent possible dans la co-construction. Par exemple en allant chercher au maximum les réponses dans le groupe et non pas dans nos ressources à nous. Mais aussi laisser de la place à l'imprévisible, viser le processus et non le résultat… Et puis c'est également accepter qu'on n'est pas que travailleur-se d'une association – qui a une posture, une histoire plus ou moins grande politiquement –, mais qu'on est aussi nous-mêmes citoyen, militant, et qu'on a aussi un avis personnel sur ces enjeux-là.

En acceptant le fait qu'on n'a pas la réponse, que nous ne sommes pas les experts de la question (même si on a le privilège d'avoir davantage le temps de se questionner sur ces choses-là), que les autres sont aussi porteurs d'un bout de la réponse, on place l'ensemble des membres du groupe (animateur/trice compris-e) en position de chercheurs, dans une posture de recherche-action. Ce qui permet de faire émerger de nouvelles questions qui nous permettent de mettre en place des actions. En fait, plus les gens ont des questions à la sortie d'un processus, mieux ce sera. Car c'est ça qui les rendra plus acteurs de leur vie et qui créera de la puissance d'agir. Dans des processus liés à l'alimentation, notre but, ce n'est donc pas qu'ils mangent des carottes bio, locales, de saison, etc. à la fin, mais que ça questionne leur rapport au monde, à l'économie, aux politiques publiques…

Or, on constate globalement que travailler avec cette posture d'éducation populaire et de ne pas avoir cette recherche de résultat aura davantage d'impacts. On le voit dans les retours formels ou informels que ça fait davantage bouger les lignes, dans leur vie personnelle d'individu, mais aussi les lignes collectives dans les groupes, quand on mène les choses de cette manière-là plutôt que de leur dire : « maintenant, il faut aller manger, local, de saison, paysan, éthique, etc. ».

Globalement, on a plutôt inscrit la responsabilité des changements climatiques dans la sphère privée, celles des comportements individuels plutôt que la sphère publique, celles des choix collectifs et des structures sociales. Est-ce que vous êtes attentifs à RdC à repolitiser une question qui a été fortement dépolitisée par l'écoresponsabilité ?

Pour nous, tout l'enjeu, c'est clairement d'arriver à en refaire des questions collectives, à les repolitiser, en veillant à ne pas dire quoi penser, en n'étant pas dans la prescription morale, mais bien en se posant des questions ensemble. En fait, si les gens s'intéressent par eux-mêmes à un sujet, ils seront davantage enclins à le politiser, à partir de leurs situations, que si cela provient de messages issus de l'extérieur, préconçus et à prendre ou à laisser.

L'alimentation, qui est à RdC une de nos portes d'entrée principale, en est un très bon exemple. C'est une question tellement culturelle, sociétale, éminemment politique qu'on ne va fondamentalement rien changer si on réduit la question à celle de changer de régime alimentaire. Manger bio quand Carrefour et autres en proposent, ce n'est pas ça qui va bouleverser les rapports de force pour contrer l'industrie capitaliste de l'agroalimentaire, ni diminuer le pouvoir des multinationales de la grande distribution. Or, c'est bien de cela dont on a besoin si on veut retrouver une alimentation qui soit saine et de qualité pour tous et toutes.

On répète aux gens qu'en mangeant bio, commerce équitable, avec moins de viande, etc., tout va aller mieux. Ce côté injonctions, prescriptions, écoconsommation et écoresponsabilité a pour l'instant le dessus. C'est encore une victoire de l'idéologie néolibérale et de l'individu maitre de tout. Et même si pour certaines personnes, ça peut constituer une porte d'entrée, ça ne doit jamais rester la seule, car ce n'est pas du tout ça qui suffira à inverser la vapeur. On entend même parfois parler de « consommateur responsable ». Cela voudrait-il dire que tous les autres, que tous ceux qui ne sont pas dans une initiative X ou Y, sont des irresponsables ? Non, la responsabilité est collective.

On doit arriver à réfléchir à comment et pourquoi on a de la bouffe de merde accessible à tout le monde et pourquoi c'est difficile de pouvoir collectivement garantir notre souveraineté alimentaire, de produire et se nourrir sans détruire notre santé, celle de planète et de tous ses habitants ! J'adore cette phrase de Gilbert Cardon dans le documentaire *La Jungle étroite*[1] qui traduit ce que j'entends par-là : « *Je préfère bouffer de la merde à plusieurs que manger bio tout seul* ». Même chose dans d'autre domaine, il faut réfléchir à ce qui rend difficile de ne pas produire des déchets en masse ou ce qui nous empêche d'organiser une mobilité plus propre. Dans nos interventions éducatives, on doit être attentif à repointer les responsabilités là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans les politiques publiques et dans le chef de tous ceux qui pendant longtemps ont poussé et développé ce modèle hyper productiviste et capitaliste.

Manger différemment ne suffira donc pas ?

Quand on commence à tirer les ficelles de ce qui cache derrière le contenu de notre assiette, on est obligé d'être radical car ça va toucher à tous les domaines de la société : culturel, économique, énergétique, le pouvoir des multinationales, celui des 1 %, le manque de démocratie à l'échelle planétaire sur des actes aussi nécessaires que de se nourrir… Il s'agit de reconnaitre que changer son alimentation à titre individuel, que nos engagements personnels à manger différemment, ne suffiront pas.

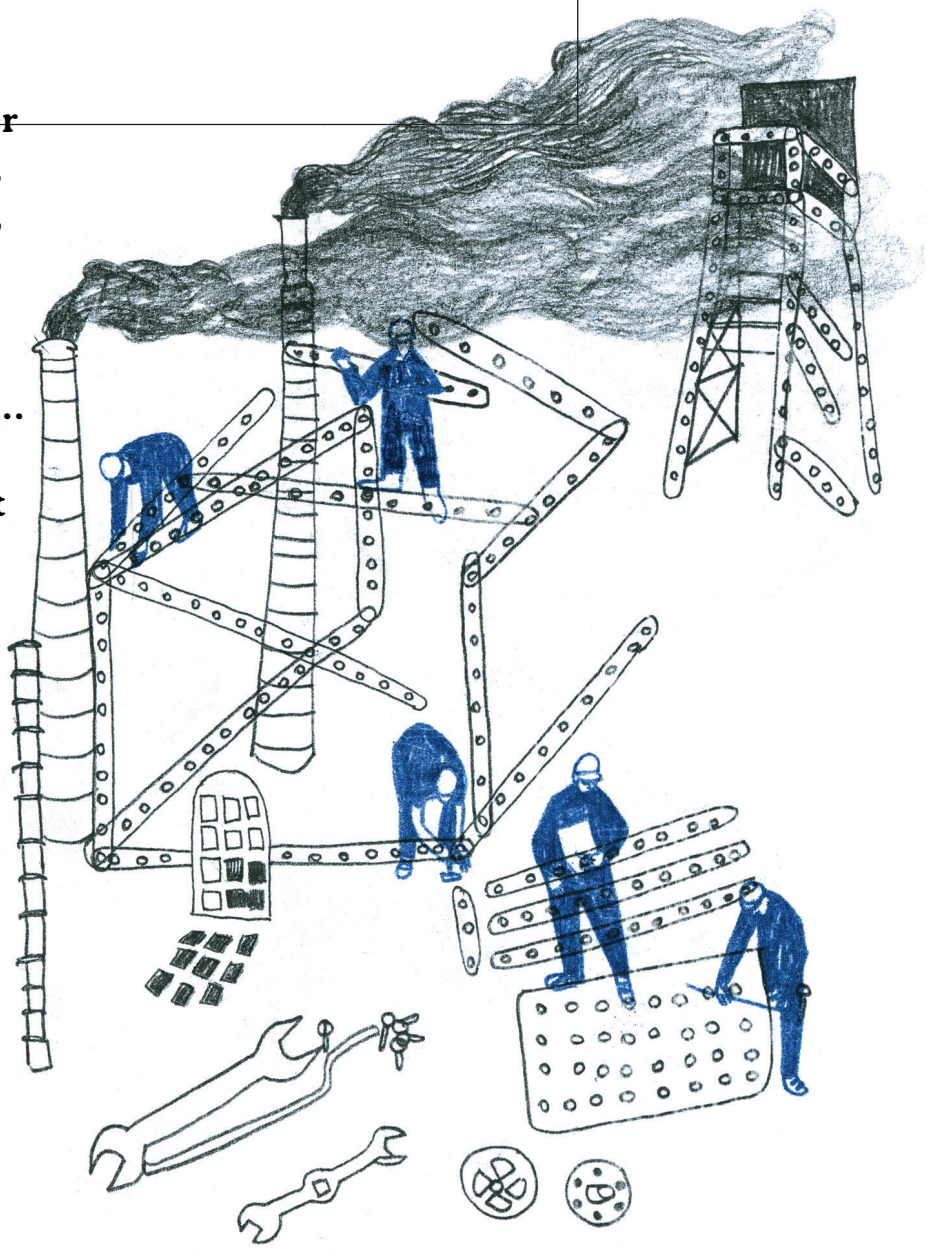
On a tellement mis la responsabilité sur les consommateurs qui devraient agir en « consom'acteur » sous peine d'être des crapules ! Or, quand on a une approche culturelle, au sens large, au sens anthropologique et qu'on réalise un processus d'éducation populaire de manière sérieuse, complète, sur le temps long, en prenant les choses dans leur complexité, avec une approche plus globale et plus systémique, quand on arrive à comprendre ensemble où sont les vraies responsabilités, alors l'écologie ne parait plus impopulaire. Elle n'est plus vécu comme une contrainte, une juxtaposition de petites mesures ou une perte de confort, mais comme une évidence. La question qui se pose sur base de ces constats peut alors devenir : comment peut-on agir pour changer les choses structurellement, au niveau de la société ?

1. Consultable en ligne ici : *https://jardincomestible.fr/videos/la-jungle-etroite-les-fraternites-ouvrieres*

PAR DANIEL TANURO

Pour un écosyndicalisme de combat

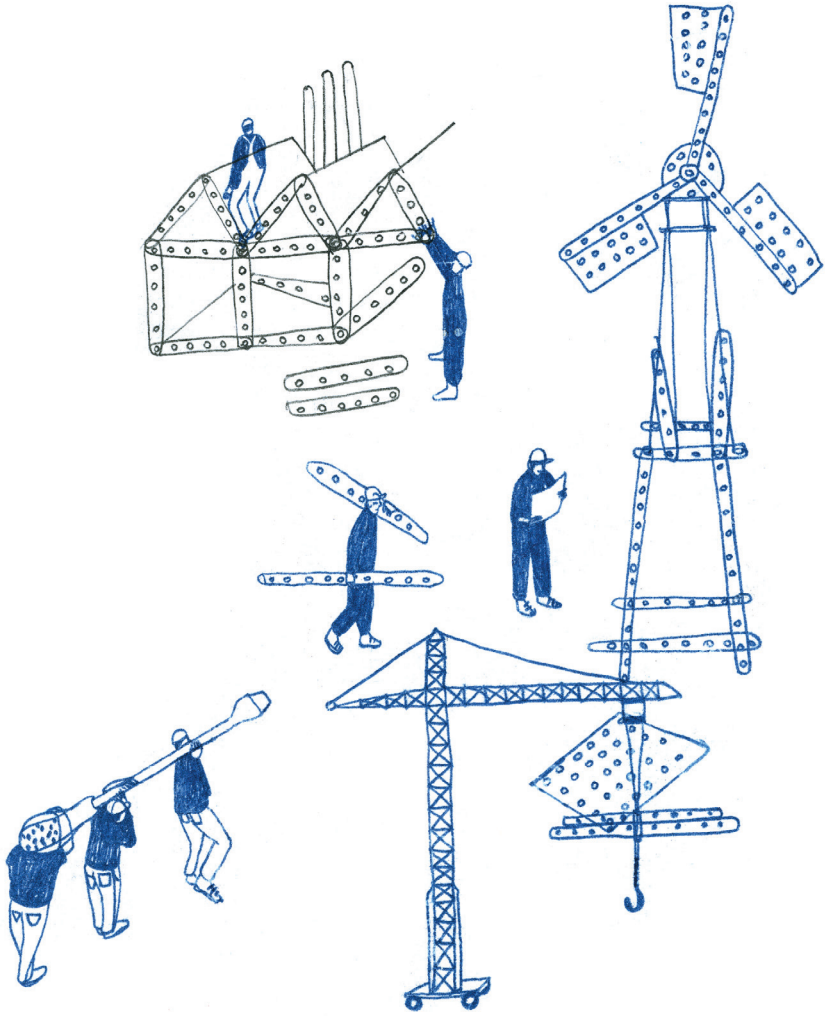
Comment concilier lutte sociale et lutte environnementale ? Cette question taraude les syndicalistes. Pour éviter une catastrophe climatique, il faudrait réduire l'activité, supprimer les productions inutiles ou nuisibles, renoncer à une part substantielle des transports… Mais qu'adviendrait-il alors de l'emploi ? Comment éviter une flambée du chômage, une nouvelle poussée de la misère et de la précarité ? Dans les rapports de forces actuels, face à un capitalisme financiarisé et mondialisé, ces défis semblent impossibles à relever…



La Confédération Syndicale Internationale (CSI) en a tiré une conclusion radicale : sous couvert de belles paroles en faveur de la « transition juste », elle a choisi d'accompagner l'évolution vers un impossible capitalisme vert. La résolution de Vancouver (2010) est claire : ce texte plaide pour une transition qui « *ne mette pas en danger la compétitivité des entreprises et n'exerce pas de pression excessive sur les budgets des États* » (art. 5). On croit rêver : la demande de respect de la compétitivité n'est même pas assortie d'une réserve concernant le secteur des énergies fossiles, principal responsable du changement climatique ! Or, sans briser le pouvoir de ce secteur du capital, il est strictement impossible d'éviter la catastrophe climatique...

> La CSI veut croire qu'une « gouvernance démocratique » intégrant la « transition juste » ouvrirait de « nouvelles opportunités », qu'elle permettrait de créer massivement des « emplois verts », bons et « décents ». Ce sont des vœux pieux. Les capitaux investis dans la « transition énergétique » ne dérogent nullement à l'impitoyable offensive capitaliste contre les salaires, les conditions de travail et les syndicats. L'Allemagne est en pointe à la fois dans les énergies renouvelables et dans l'extension d'une sous-classe de travailleurs et travailleuses pauvres. Dans de nombreux pays, les gouvernements prétextent de l'écologie pour démanteler les bastions syndicaux des secteurs traditionnels. La réponse ne réside pas dans la participation syndicale à la « gouvernance démocratique » dans le respect de la compétitivité mais dans la construction d'un rapport de forces.

Développer une alternative authentiquement syndicale à la politique de collaboration de classe de la direction de la CSI est d'une importance stratégique. La classe ouvrière occupe une position décisive dans l'industrie et dans les services. Sans sa participation active, une transformation antiproductiviste de l'économie restera impossible. Mais comment gagner les travailleur·ses à la lutte pour la défense de l'environnement ? Telle est la question. La réponse est difficile. D'autant plus difficile que les rapports de forces se dégradent et que le poison de la division se répand dans le monde du travail.



L'AUTO-ORGANISATION OUVRIÈRE

Que faire ? Il faut, pour commencer, poser le problème correctement sur le plan théorique. Car on touche ici à une question fondamentale : le capital n'est pas une chose mais un rapport social d'exploitation qui soumet les travailleur·ses plus sûrement que des chaines. Qu'on le veuille ou non, ce système contraint chaque salarié·e à produire plus que nécessaire à la satisfaction de ses besoins, et à réaliser cette production sous la forme aliénée de la marchandise. Donc à collaborer au productivisme, qui « *épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur* » (Marx). Cette collaboration, aujourd'hui, est de plus en plus clairement contre nature, puisqu'elle menace la survie même de l'humanité. Mais, dans des conditions « normales », la concurrence capitaliste l'impose à tout le monde.

Il faut donc sortir des conditions « normales », sortir de la concurrence de toustes contre toustes. Comment ? Par l'organisation collective, l'action des exploité·es pour leurs revendications. « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Cette phrase célèbre de Marx est plus que jamais valable. Face à la crise écologique, l'énorme problème de la soumission/intégration des salarié·es à la course productiviste du capital ne peut être dépassé que par la lutte auto-organisée. Conclusion pratique : toute résistance collective contre l'austérité, les licenciements, les fermetures doit être soutenue, fût-ce de façon critique (quand elle n'est pas réellement démocratique, ou que son point de départ est antinomique avec la défense de l'environnement). Car une chose est certaine : des travailleurs et travailleuses battues dans le combat économique immédiat contre l'austérité ne progresseront pas vers une conscience politique plus élevée, intégrant la question écologique.

« Une chose est certaine : des travailleurs et travailleuses battues dans le combat économique immédiat contre l'austérité ne progresseront pas vers une conscience politique plus élevée, intégrant la question écologique. »

Le contrôle ouvrier et l'auto-organisation démocratique peuvent faire des miracles en termes de conscience. Même au niveau d'une entreprise. Un exemple remarquable a été fourni en 1975-1985 par les « excédentaires » du secteur verrier carolorégien : suite au combat contre la fermeture de leur entreprise, ils ont imposé leur reconversion dans une entreprise publique d'isolation/rénovation des logements (l'entreprise a été créée mais sabotée par la suite par les politiciens et le patronat).

FORMER LA CONSCIENCE ÉCOSOCIALISTE

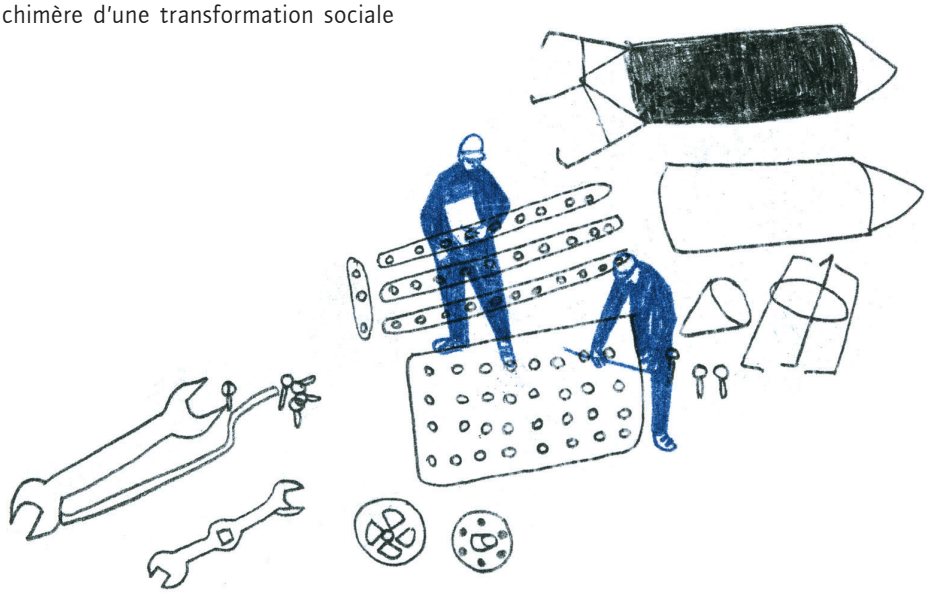
De tels exemples restent cependant exceptionnels. D'une manière générale, la formation d'une conscience écosocialiste requiert une démarche et des expériences à un niveau plus large que l'entreprise. C'est au niveau interprofessionnel que le syndicalisme peut le mieux poser des revendications structurelles cadrant avec une approche anticapitaliste de la transition. Par exemple : l'extension du secteur public (les transports publics gratuits par exemple), l'expropriation du secteur fossile (condition sine qua non d'une transition rapide vers les renouvelables), la réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire (condition sine qua non pour concilier décroissance de la production et emploi).

Mais le programme et la lutte ne suffisent pas. Un écosyndicalisme de combat requiert de porter le regard au-delà de l'interprofessionnel. Il faut concevoir une stratégie de convergence avec d'autres mouvements sociaux - paysans, jeunes, féministes, écologiques. Cela implique d'abandonner l'idée fausse que le travail serait la source de toute richesse. En vérité, l'exploitation du travail salarié présuppose l'appropriation et l'exploitation des ressources naturelles qui fournissent nécessairement l'objet matériel du travail d'une part, et, d'autre part, l'exploitation patriarcale du travail de soin effectué principalement par les femmes et « invisibilisé » dans le cadre de la famille. La contradiction capital-travail s'encastre donc dans un antagonisme plus large entre le capital, d'un côté, la vie et sa reproduction de l'autre.

S'il se place au cœur de cet antagonisme, le syndicalisme peut sortir de la défensive, nouer des alliances avec les autres mouvements sociaux, élaborer avec eux un projet écosocialiste attractif. Il ne s'agit pas de ranimer la chimère d'une transformation sociale progressive par l'accumulation de micro-expériences censées permettre de faire l'économie d'une épreuve de force globale. Il s'agit au contraire de préparer cette épreuve de force au niveau des territoires, en développant systématiquement des pratiques de contrôle, de solidarité, d'auto-organisation et d'autogestion. Celles-ci encourageront les exploité·es et les opprimé·es à prendre les choses en mains, à prendre conscience de leur force, favorisant ainsi une prise de conscience écosocialiste et féministe globale qui renforcera le syndicalisme.

Cette proposition stratégique semblera à certain·es fort éloignée des rapports de forces réels. Qu'iels n'oublient pas ceci : le calme relatif qui règne à la surface des rapports sociaux est trompeur. Le capitalisme mutile la vie et la nature. Notamment la nature humaine. La majorité de la population est contrainte de s'épuiser et d'épuiser l'environnement dans un travail aliéné, de plus en plus inutile, éthiquement insupportable et qui produit une existence misérable. La matière explosive accumulée de la sorte peut libérer son énergie vers la gauche ou vers la droite. C'est peu dire que le syndicalisme a intérêt à ce qu'elle soit libérée à gauche. C'est en liant la lutte pour la justice sociale et la justice environnementale dans une perspective anticapitaliste et antiproductiviste qu'il aura le plus de chances d'y parvenir.

Daniel Tanuro est l'auteur de **L'impossible capitalisme vert** (La Découverte, 2010) et **Le moment Trump** (Demopolis, 2018).



CHRISTINE MAHY

« Les pauvres sont dans la simplicité obligatoire »

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Bien que toutes les études tendent à prouver le contraire, les pauvres sont souvent perçus comme ceux qui pollueraient sans s'en faire, consommeraient à outrance et mangeraient n'importe comment pendant que les écocitoyens vertueux réaliseraient tous les efforts vers la transition énergétique et alimentaire qui sauvera la planète. Nombre d'actions d'écoresponsabilisation ciblent ainsi d'abord les populations les plus appauvries. Rencontre avec Christine Mahy, directrice du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, autour de ces représentations des pauvres et de l'écologie. Pour voir ce qu'il y aurait à changer, dans nos représentations et pratiques. Pour viser à revendiquer des droits et mettre en place une écologie populaire, plutôt que de participer à la culpabilisation des pauvres.

Dans beaucoup d'actions sociales, culturelles ou socioculturelles et d'organismes publics qui défendent l'écoresponsabilité, on a tendance à considérer les populations précaires, les milieux populaires comme une population à « civiliser », à éduquer aux bons comportements de consommation, d'alimentation ou d'économie d'énergie, comment changer les regards ?

Beaucoup de préjugés et présupposés erronés pèsent sur les populations appauvries – celles qui sont dans le trop peu et singulièrement le trop peu d'argent – dans leur manière de consommer et dans leur rapport à l'écologie. Par exemple avec l'idée selon laquelle pauvreté voudrait dire surconsommation, singulièrement en matière énergétique ou d'usage de l'eau. Des études montrent que la pauvreté entraine généralement au contraire une sous-consommation, en deçà même de ce qui constitue des conditions dignes d'existence pour affronter le quotidien sans être dans la privation. Au lieu de chercher à régler l'accès au droit (ici l'accès à l'eau et l'énergie), on multiplie les démarches à destination de ceux qui sont déjà dans la sous-consommation pour leur apprendre à moins consommer de l'eau ou de l'énergie… Des démarches culpabilisantes qui présupposent à priori dans le chef de ces populations appauvries un déficit d'éducation ou de capacité de s'organiser, et donc un potentiel mauvais comportement environnemental.

Par ailleurs, plus on est appauvris, plus on a de risques de devoir se loger dans un logement en mauvais état, avec des fenêtres passoires, des fuites, un type de chauffage qui va consommer à outrance pour chauffer peu, etc. Effectivement, ce type d'habitat va être très éloigné des canons actuels de l'habitat idéal censé contribuer à « sauver la planète ». Mais que faire à part prendre la question des droits à bras le corps ? Car c'est de nouveau un droit qui est affecté, celui du droit à un logement digne, et non pas une question de comportement individuel. On ne peut donc pas tenir pour responsable des gens dont les budgets sont plus qu'étriqués, qui doivent jouer des pieds et des mains pour avoir un toit sur la tête. Sinon, ce genre de discours éducatif va aboutir à une double violence : d'une part, tenter de les éduquer aux économies d'énergie dans un endroit où c'est impossible d'en réaliser, et d'autre part leur reprocher d'être mal-logés.

L'autre reproche fréquent, c'est celui de l'alimentation. Les pauvres n'aimeraient-ils pas le bio ?

On rencontre souvent cette idée que les pauvres ne sauraient pas ce qui est bon pour la santé – et donc souvent bon pour la planète – comme manger plutôt des fruits et légumes, bio, de saison, produits localement, etc. Et qu'il faudrait donc les éduquer à avoir du goût, à savoir comment utiliser les produits, à jardiner, à s'investir dans un projet collectif de potagers communautaires… Je précise que je n'ai rien contre ce genre de projets collectifs de jardin collectif, au contraire, mais par contre j'estime qu'il faudrait les mener auprès de toutes les couches sociales et pas seulement des populations appauvries.

Les gens affectés par la pauvreté savent faire la différence entre manger du bon ou manger ce qu'ils mangent quotidiennement parce que leur portefeuille ne permet pas d'aller autre part que dans une grande surface avec des produits industriels, importés, de mauvaise qualité, etc. Si leurs conditions de vie leur permettaient d'acheter de meilleurs produits ou d'avoir une cuisine mieux équipée qui permette de les valoriser, la toute grande majorité d'entre eux le ferait. La question c'est donc : comment leur permettre d'y accéder ? Cela suppose une évolution des droits les plus importants en leur faveur : un revenu décent, un logement digne, une école qui réussit avec tout le monde, un accès à la santé… Seuls ces éléments minimaux sont à même de pouvoir les sortir du carcan de survie dans lequel ils ont bien dû organiser leur vie.

Comment sortir de la tension écologie et social du débat récurrent, devenu très vif avec les Gilets jaunes, sur la question de taxer davantage ou interdire le diesel, pour limiter les GES mais ce qui va aussi limiter des déplacements des plus précaires ?

Certes, il faudra bien limiter la circulation en voiture, pour les pauvres comme pour les autres, mais alors cela suppose de déployer un transport public adéquat, de proximité, à des prix largement abordables et qui offrent réductions voire gratuité pour les plus appauvris C'est notamment ce qui rendra possible voire souhaitable d'abandonner la voiture. Mais en attendant (et plus tard, dans les zones où le recours au transport en commun ne sera pas possible), il faut bien avoir une solution pour se déplacer. Que fait-on pour permettre aux ménages qui n'ont pas ou peu de revenus pour accéder à un véhicule moins polluant ? Est-ce que l'État ne devrait pas plus réfléchir et agir en fonction de l'équité, pour réduire les inégalités dans ce domaine-là, pour que tous participent à l'effort pour la planète ? On doit donc arrimer l'environnemental au social…Si on veut réussir une action par rapport à l'environnement, on doit toujours la penser en articulation avec la justice sociale, en fonction de la réduction des inégalités, autrement dit, en fonction de critères d'équité qui supposent qu'on ne peut pas traiter tout le monde de la même façon. Ainsi, il faudrait interroger le ménage aisé qui possèdera plusieurs véhicules : comment faire pour limiter leurs émissions ? Et se demander pour un ménage particulièrement en difficulté qui a un véhicule plus polluant, quel est l'intérêt de rendre ce véhicule encore plus coûteux, en taxant le carburant pour pouvoir circuler avec ? Cela risque bien de mettre cette famille encore plus en difficulté et les empêcher de pouvoir contribuer à l'effort collectif. Il y a donc à constituer un droit de base équitable autour de tout ce qui pollue et qui est utilisé par tous.

Cela suppose une logique de service public. Pour la mobilité mais aussi le logement. On pourrait décider d'avoir une politique massive de rénovation / isolation des logements qui ne fonctionne pas avec des primes individuelles (primes et crédit d'impôt qui atteignent surtout ceux qui en ont déjà les moyens), mais où les pouvoirs publics feraient isoler systématiquement les bâtiments et maisons du pays, ville par ville, quartier par quartier. Ou encore une politique de l'énergie où on cherche des solutions collectives par village et par communes en termes d'accès à l'eau, de construction de panneaux solaires, etc. Bref, de développer des solutions collectives, pour créer de l'accès et de l'égalité plutôt que d'être sur une dynamique individuelle.

N'y aurait-il pas un enjeu à déculpabiliser les classes populaires souvent ciblées par les actions de sensibilisation ?

Je ne pense pas que les gens appauvris se sentent coupables. En se comparant, ils réalisent bien qu'ils ne sont pas les plus énergivores. Ils sont les premiers à vouloir un meilleur logement isolé ou avoir accès à une meilleure alimentation. Au sein du RWLP, j'entends le plus souvent un « qu'est-ce que tu veux que je fasse d'autre ? ».

Le problème n'est pas tant le fait d'apprendre à économiser de l'énergie aux gens appauvris, mais de ne le faire quasi exclusivement qu'avec cette population-là. Il y a bien des ménages d'autres classes plus aisées pour lesquels, ce serait très porteur, pour eux et pour la planète, d'apprendre à

économiser l'énergie, l'eau, la mobilité… Disons donc qu'il y a certaines catégories sociales qu'il faudrait plus culpabiliser… Car les pauvres ne sont pas les plus pollueurs, ce ne sont pas eux qui prennent l'avion, font des croisières en bateau, roulent en 4x4, ont trois salles de bains ou une piscine à chauffer, qui changent le plus fréquemment de voitures, de smartphones, de cuisines, de mobiliers, d'équipements électroménager… Les gens plus appauvris contribuent en fait déjà beaucoup au niveau de la planète par leur non-consommation.

Une partie des gens pauvres, consciemment ou non, sont des praticiens bien contraints du contraire de l'obsolescence programmée ou de l'achat du neuf. Globalement, ils sont beaucoup moins des consommateurs que les classes moyennes et aisées. Ils sont contraints d'aller faire de la récup, que ce soit pour se vêtir, s'équiper ou se meubler. On peut aussi penser aux donneries où les choses s'échangent gratuitement. Parfois, ça devient quelque chose de rationnel et conscient, défendu, et revendiqué. Mais d'autres n'en peuvent plus de l'impossibilité de pouvoir choisir entre les deux, de devoir subir cette obligation à la seconde main, et ne pas avoir accès au neuf. Car toute la société de consommation nous dit l'inverse, par la publicité notamment.

Ce savoir-faire de récup n'est-il pas quelque chose qui pourrait justement être appris et diffusé dans le reste de la société ?

Oui, mais alors il faut vraiment le massifier, ne plus le réserver aux populations précarisées. Et il faut arriver à ce que ce ne soit ni la source d'économie pour pouvoir se payer un minitrip, ni la pièce vintage achetée par une population plus aisée par distinction sociale *en plus du reste*, qui lui est acheté neuf. Est-ce que ça va être du plus pour tout le monde, mais qui va consolider les inégalités ? Ou alors est-ce qu'on le construit pour réduire les inégalités, pour qu'il y ait une forme de généralisation qui suppose des changements structurels, notamment dans le système publicitaire, pour qu'on arrive à valoriser l'idée de conserver des objets jusqu'à ce qu'ils soient usés (ou consommer de l'occasion) plutôt que de les changer par effet de mode ?

Un cliché classiste voudrait que plus on soit pauvre, plus on s'en fiche de l'environnement, qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'il y a autant de personnes qui se sentent concernées par les questions d'environnement parmi des gens dans la pauvreté ou la précarité que parmi les classes moyennes et aisées. Cela ne me semble pas vraiment être une question de classes sociales ou de ressources financières. Par contre, l'intérêt ou le désintérêt se manifestent différemment. Dans les classes aisées, on va souvent croiser des gens peu intéressés par la question, car dans la croyance selon laquelle on va trouver une solution technologique pour refroidir la planète, et qui donc ne s'inquiètent pas trop d'une hausse de 2 °C ou plus des températures globales…

Plus on est dans des conditions de vie sécurisées, consolidées, garanties sur un certain terme, plus on pourra aller vers une prise de risque en faveur de l'environnement dans sa manière d'exister, changer ses habitudes, s'engager dans des luttes climatiques ou environnementale, etc. Moins on a de moyens, plus ce sera difficile de s'investir et d'investir personnellement, plus on devra être prudent sur les changements qu'on peut opérer car on n'est pas sûr de pouvoir conserver l'équilibre précaire qu'on a dans la survie. Il ne s'agit donc pas exactement du même type de prise de risque. C'est pourquoi il faut arrêter de demander aux gens dans la pauvreté de s'engager dans la simplicité volontaire, eux qui sont dans la simplicité *obligatoire*. Celle qui met leur santé en danger, provoque mal-être et conduit à la dépression. Permettons d'abord par la recomposition du droit qu'ils sortent de la survie. Ils auront alors plus facile ensuite de pouvoir amplifier des efforts collectifs et individuels par rapport à l'environnement.

Dans les conversations politiques ordinaires autour de la limitation ou l'interdiction des vols low cost, on entend souvent un « mais… comment vont faire les pauvres pour voyager ? » Qu'en pensez-vous ?

Il y a de plus en plus de voyages, mais ce sont plutôt ceux qui voyagent déjà qui voyagent plus. Les pauvres eux, ne voyagent généralement pas. Les statistiques nous montrent que plus d'un tiers de la population en Wallonie ne prennent *pas du tout* de vacances. On a quelquefois des voyages par nécessité de visiter la famille, cela concerne notamment des personnes qui ont immigré et qui vont économiser avec comme objectif ce voyage dans leur pays d'origine tous les deux ou trois ans. Voyage qui ne se fait d'ailleurs pas forcément en avion. Une chose est sûre, dans les aéroports, on trouve très peu de pauvres…

Le low cost concernerait donc plutôt une classe moyenne qui s'est appauvrie ces dernières années et qui peut encore voyager ou multiplier les voyages grâce à lui…

D'ailleurs, il faudra bien se demander si faire quatre minitrips par an pour aller manger des crêpes à Berlin ou à Barcelone le weekend, c'est nécessaire à la vie et de manière plus large, interroger son rapport au voyage qui doit forcément être lointain. C'est un problème non seulement pour l'empreinte écologique du déplacement en avion que le surtourisme qui rend la vie impossible pour les habitant·es de ces villes. On doit réfléchir à des limitations à ce niveau-là, faire pas loin de chez soi, voyager autrement et questionner cette mobilité-là, au sein des classes moyennes, très friandes de ces déplacements. Y compris dans les milieux militants…

PAR PAUL ARIÈS

L'écologie des milieux populaires

Pour les dominants, le mouvement des gilets jaunes prouverait une fois de plus que l'écologie ne serait pas soluble au sein des milieux populaires. On veut bien admettre que les pauvres des pays du Sud partagent d'autres valeurs, d'autres styles de vie que ceux des puissants. On veut bien reconnaitre que les principaux concepts pour penser la transition écologique nous viennent justement des pays pauvres. Mais cet amour des milieux populaires s'arrêtent paradoxalement à nos frontières…

Le peuple de gauche et plus encore les milieux écologistes aiment beaucoup les « gens de peu » (Pierre Sensot), les gens ordinaires, les gens modestes mais ceux d'avant ou ceux d'ailleurs pas ceux d'ici et maintenant. Il faudrait déjà un certain niveau de pouvoir d'achat pour commencer à s'intéresser à la situation de la planète (et aussi à celle des autres), il ne faudrait plus avoir de fins de mois difficiles pour être capable de penser à la fin du monde, c'est-à-dire à la crise écologique.

C'est à qui dénoncera le plus vertement leur rêve de grand écran de télévision, leurs vieilles voitures polluantes, leurs logements mal isolés, leurs achats dans les hypermarchés, leur goût pour la viande rouge et les boissons sucrées, leurs rêves de zones pavillonnaires et de vacances bon marché, etc. Les élites auraient donc raison : « salauds de pauvres qui consommez si mal ! ». Le pire c'est que ce discours d'enrichis finit par contaminer ceux qui, à gauche et dans les milieux écologistes, se disent le plus conscients des enjeux planétaires et sociaux. Au moins, les riches achèteraient des produits bio, auraient des voitures électriques, des maisons bien isolées et lorsqu'ils prennent l'avion pour leurs vacances, ils achèteraient des compensations carbone, etc. C'est contre cette idée qu'il n'y aurait rien de bon à attendre des milieux populaires que j'ai eu envie de lancer un coup de gueule en publiant en 2014, *Écologie et cultures populaires*.

ÉCOLOGIE ET RAPPORTS DE CLASSE

Ce livre prolonge la tenue du Forum national de la pauvreté que j'avais co-organisé avec mes amis d'Emmaüs en juillet 2012 à Lescar-Pau en France sur le thème : « Que peuvent nous apprendre les cultures populaires ? ». Il dialogue, également, avec celui de l'ancien journaliste du Monde, Hervé Kempf[1], car si les riches détruisent bien la planète, j'ajoute que ce sont les milieux populaires qui peuvent la sauver. Provocation certes… mais provocation à penser dans la direction de ce qu'on nomme aujourd'hui l'écologisme des pauvres, laquelle soutient que les milieux populaires (principalement du Sud) n'ont même pas besoin du mot « écologie » pour être beaucoup plus écolos que les riches, mais aussi que beaucoup d'écolos des pays opulents.

Ce coup de cœur en réhabilitation des milieux populaires est fondé sur des centaines d'ouvrages de sociologues, d'économistes, de géographes, d'historiens, de psychologues, d'ethnologues et d'anthropologues. Je démontre donc, chiffres officiels des gouvernements à l'appui, que tous les indicateurs prouvent que les milieux populaires ont un bien meilleur « budget carbone », une bien meilleure « empreinte écologique », un bien plus faible écart par rapport à la « bio-capacité disponible », un bien meilleur indice « planète vivante » (concernant l'impact des activités sur la biodiversité), un « jour de dépassement de la capacité régénératrice de la planète » plus tardif, une moindre emprise sur la « déplétion[2] des stocks non renouvelables », en raison déjà d'une moindre utilisation de la voiture et de l'avion, mais aussi parce qu'ils font durer plus longtemps leurs biens d'équipements. Bref, par rapport à l'objectif d'émettre quatre fois moins de gaz à effet de serre par rapport à 1990, si les riches ont « tout faux », les milieux populaires font déjà bien mieux, même si tout n'est pas parfait !

UN AUTRE MODE DE VIE

Le risque serait, cependant, de croire que ce n'est que parce qu'ils sont pauvres que les milieux populaires polluent beaucoup moins et non pas parce qu'ils sont « populaires », c'est-à-dire parce qu'ils partagent d'autres modes de vie, une autre conception de la « vie bonne ».

Le poète Arthur Rimbaud appelait au 19e siècle à redevenir des voyants, c'est-à-dire à rendre visible l'invisible. Existe aujourd'hui la même urgence car les gens

ordinaires n'ont plus droit de cité, ne sont plus reconnus pour ce qu'ils sont véritablement. Souvenez-vous de la bêtise grasse du grand publicitaire du système, Jacques Séguéla soutenant que « si à 50 ans, on n'a pas de Rolex, c'est qu'on a raté sa vie »… J'ai bientôt 60 ans et toujours pas de montre de luxe, mais ce n'est pas d'abord parce que je n'en ai pas les moyens financiers, mais parce que je n'en ai pas le désir, sauf que les puissants n'arrivent même plus à imaginer qu'on puisse avoir d'autres désirs qu'eux, qu'on puisse rêver d'une autre vie !

Un pauvre n'est pourtant pas un riche auquel ne manquerait que l'argent. Nous acceptons trop, y compris dans les milieux de gauche et de l'écologie, la définition que les enrichis se font des gens ordinaires, des gens du commun, une définition toujours en termes de manque. En économie, la manque de pouvoir d'achat ; en culture, le manque d'éducation ; en psychologie, le manque d'estime de soi ; en politique, le manque de participation. Tout cela est, sans doute, en partie vrai, mais masque, cependant, l'essentiel. Les « gens de peu », les gens ordinaires, les 99 % comme disent les indignés, ont une autre richesse, un autre rapport au temps, à l'espace, au travail, à la consommation, à la jouissance, à la maladie, à la mort, à la science, à la politique, etc. Le rapport à l'argent n'est pas le même selon qu'on soit riche ou pauvre. Pour les riches, il est un symbole primaire, la preuve que tout est possible, que le monde est sans limite, que l'argent peut tout. Pour les gens ordinaires qui font l'expérience des fins de mois difficile, il est le symbole du pas-tout, il inscrit le sens des limites dans nos vies.

Même la façon de regarder la télévision des milieux populaires n'est pas la même que celle des bien pensants, ils sont moins dans une hypnose individuelle et davantage dans une attention oblique. Même la façon d'être malade, de vieillir et d'enterrer ses morts est différente selon les milieux sociaux, avec des cérémonies moins personnalisées, comme si, même dans ce contexte, l'idéal du Moi restait indétachable du commun. Dans le domaine du travail, ce qui est premier pour les gens ordinaires, ce n'est pas tant la perspective de gagner de l'argent (même si on travaille pour un salaire) que celle de créer des relations de travail, que l'utilité que l'on peut trouver à son travail, d'où la souffrance lorsqu'on considère qu'on ne peut pas travailler comme on aimerait le faire. C'est aussi tout l'éthos populaire qui s'offusque de l'obsolescence programmée, au regard de l'amour du travail bien fait, etc.

« Par rapport à l'objectif d'émettre quatre fois moins de gaz à effet de serre par rapport à 1990, si les riches ont "tout faux", les milieux populaires font déjà bien mieux, même si tout n'est pas parfait ! »

LES PAUVRES N'IMITENT PAS LES RICHES

Nous ne pourrons arracher de notre visage les lunettes qui faussent notre regard qu'en choisissant, par exemple, Jacques Rancière et Michel Verret contre Thorstein Veblen et même Pierre Bourdieu. Thorstein Veblen est un personnage éminemment sympathique, mais son retour en vogue dans les milieux écolos n'est pas une bonne chose. Veblen a bien repéré chez les enrichis ce besoin de rivalité. Il explique avec sa *Théorie de la classe de loisir* : *« Toute classe est mue par l'envie et rivalise avec la classe qui lui est immédiatement supérieure dans l'échelle sociale, alors qu'elle ne songe guère à se comparer à ses inférieures, ni à celles qui la surpassent de très loin.* » Je ne m'arrêterai pas sur le choix du vocabulaire pourtant déjà grandement révélateur (« classe inférieure » et « classe supérieure ») pour aller à l'essentiel. Le choix de considérer les rapports de classes sous l'angle de la « rivalité ostentatoire » fait qu'ils se révèlent mus davantage par l'envie plutôt que par le conflit. Je suis convaincu que Veblen a foncièrement tort : ce qui caractère les milieux populaires ce n'est pas d'abord de vouloir imiter les enrichis ! La conséquence de cette bévue est grave : Veblen ne voyait d'issue que dans une prise de conscience des ingénieurs, bref dans l'élite, dans un socialisme des ingénieurs. Michel Verret, sociologue des cultures ouvrières, montre que même, dominés et exploités, les gens ordinaires ne sont jamais ce que les puissants aimeraient qu'ils soient. La domination n'est jamais absolue, il reste toujours de l'espoir. Je fais donc le pari que c'est au sein des milieux populaires que la justice écologique, sociale et politique s'invente le mieux au quotidien.

Ouvrages de Paul Ariès sur ces thèmes : **Écologie et cultures populaires** (Utopia, 2014), **Désobéir et grandir, Vers une société de décroissance** (Écosociété, 2018) et **Gratuité vs capitalisme** (Larousse, 2018).

Il ne s'agit pas d'idéaliser les milieux populaires en ignorant leurs contradictions, qu'ils peuvent aussi se comporter comme des salauds, qu'ils peuvent être racistes, sexistes, homophobes, etc. Nous n'avons pas besoin de cet angélisme pour démontrer que les potentialités écologiques qu'offrent les milieux populaires, ne demandent qu'à être réveillées, qu'à être enrichies et développées.

VERS LA GRATUITÉ

La première richesse des gens ordinaires, de nous tous/toutes, ce n'est pas notre compte en banque mais les communs, les services publics. C'est pourquoi nous lançons une mobilisation prolongée en faveur de la défense et de l'extension de la sphère de la gratuité du service public, avec la publication du livre-manifeste *Gratuité vs capitalisme*, avec le lancement de l'appel « Vers une civilisation de la gratuité »[3], avec la tenue du Forum international de la gratuité le 5 janvier 2019 à Lyon. Lorsque nous parlons de gratuité, il s'agit, bien sûr, toujours d'une gratuité construite, économiquement, culturellement, politiquement, socialement, une gratuité au service de l'égalité sociale et de l'écologie.

1. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007
2. Déplétion : diminution de la quantité
3. Voir *www.appelgratuite.canalblog.com*

PAR PIERRE VANGILBERGEN

LA PROPHÉTIE DE BUTLER

BLACK SABBATH

C'était en 1970. Tony, Geezer, Bill et Ozzy sont quatre jeunes musiciens dans la vingtaine, issus de Birmingham, en Angleterre. Tous quatre sont pétris par le Jazz, le Blues et le Rock de l'époque. Jimi Hendrix et Cream incarnent des sources d'inspiration. Attirés par l'aura que dégagent les films d'horreur et la magie noire, les quatre adolescents décident d'insuffler cette ambiance dans leurs compositions et en ressortent un son plus lourd et plus sombre. Black Sabbath était né.

Le 18 septembre de cette année-là, le guitariste et chanteur Jimi Hendrix dépose son ultime souffle. L'histoire officielle raconte qu'un mélange de médicaments et d'alcool lui aurait été fatal. En arrière-plan, cela fait presque quinze ans que le Nord et le Sud du Vietnam s'entretuent. Les cinq dernières années ont d'ailleurs été nourries à coups de napalm, aidées par l'entrée massive des États-Unis dans le conflit, sous l'impulsion du président démocrate Johnson. Le 18 septembre 1970, c'est aussi le jour où sort *Paranoïd*, le second album de Black Sabbath, contenant le titre *War Pigs*. Un hymne résolument à l'encontre de la guerre du Vietnam.

À cette époque, la jeunesse américaine est fortement opposée à la boucherie dans laquelle s'est englué leur pays. Il en va de même des jeunes Européens, baignés dans la mouvance hippie. *« Le morceau était censé au départ s'appeler* Walpurgis, *un terme pour définir un mariage sous magie noire, ou du moins quelque chose dans le genre. »*, raconte Ozzy Osbourne. *« Et puis on a changé cela en* War Pigs *et Geezer Butler est venu avec ses sombres et lourdes lyrics à propos de mort et de destruction*[1]*»*. Geezer, c'est le bassiste de la bande. C'est aussi le plus futé. Il s'explique : *« La guerre était beaucoup plus couverte par la presse anglaise qu'américaine. Beaucoup de choses étaient tues aux Américains. Comme par exemple le fait que la femme du Président Johnson, Lady Bird Johnson, détenait une entreprise de construction de routes. Les Américains étaient envoyés bombarder les routes au Vietnam. Son entreprise se rendait ensuite sur place, les reconstruisait et empochait tout l'argent. Ils ne racontaient pas tout cela aux États-Unis. On a dès lors composé* War Pigs *parce que beaucoup de groupes américains avaient trop peur d'écrire sur la guerre. Il fallait donc qu'on le fasse*[2]*»*.

Sur un fond de sirène manuelle utilisée durant la seconde guerre mondiale, le morceau évoque les corps brûlant dans les champs, les lavages de cerveau ou encore ces Porcs de la guerre, ceux au pouvoir qui considèrent les soldats comme de la chair à canon. Reflet de ce qu'était la pensée anti-conflictualiste de l'époque, *War Pigs* devait également devenir le titre de l'album. Mais ce n'était pas l'avis du label, Vertigo. *« Contrairement à ce qui a pu être dit, Vertigo n'a pas écarté le nom* War Pigs *afin de ne pas froisser les Américains avec le Vietnam. Ils ont simplement pété un plomb avec* Paranoid, *un autre morceau qui durait moins de trois minutes* (ndla : alors que *War Pigs* en fait huit !). *Ils ont pensé que ça pourrait être diffusé à la radio. Une réelle opportunité, vu qu'aucun groupe comme nous n'y était jamais passé »*, raconte Ozzy Osbourne.

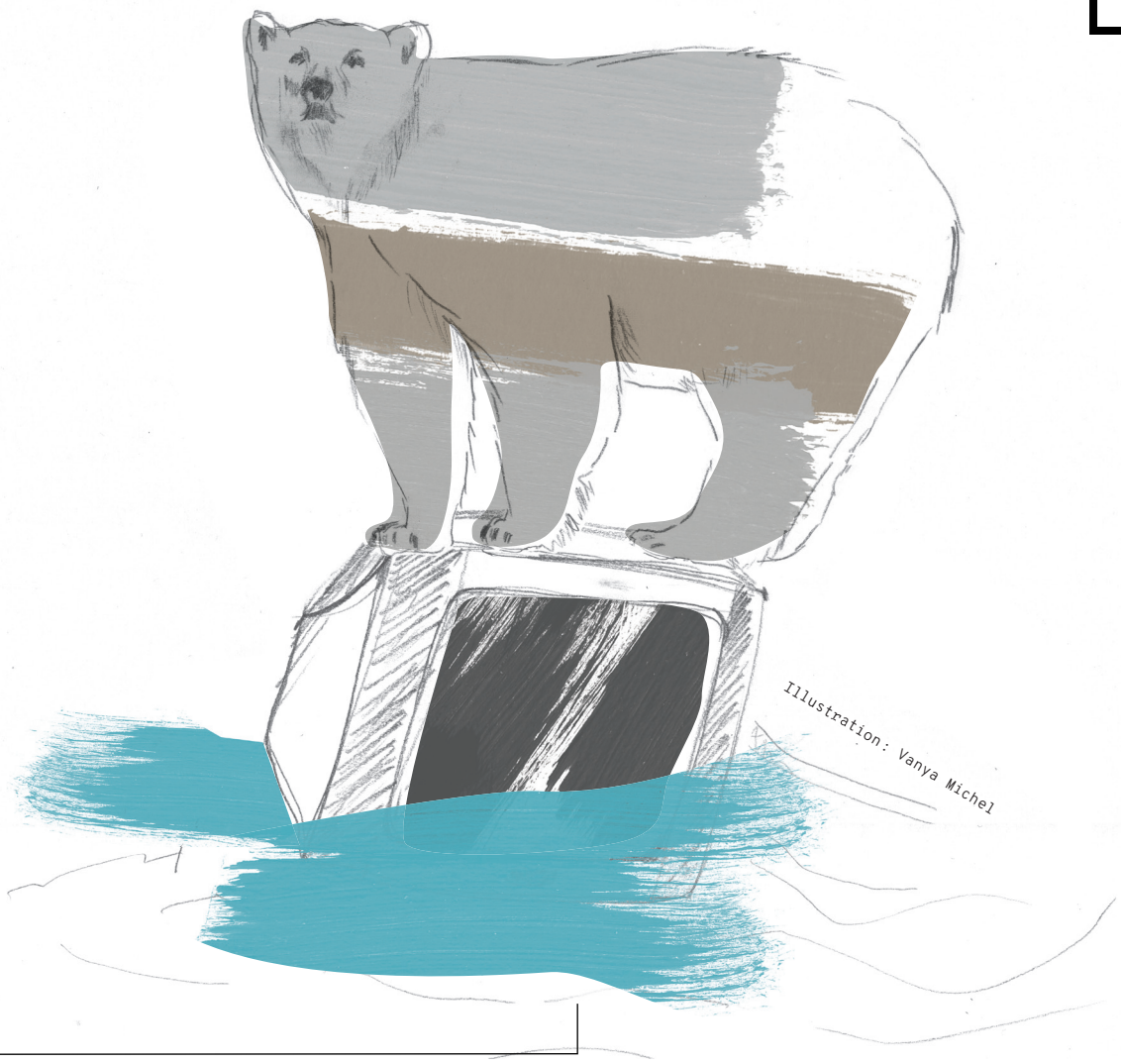
Le temps le dira quant à leurs puissants esprits ; Faisant la guerre juste pour le plaisir ; Traiter les gens comme des pions sur un échiquier. Quasi un demi-siècle plus tard, les paroles de la fin du morceau sont toujours au goût du jour. Neuf présidents se sont succédé à la Maison Blanche depuis les atrocités du Vietnam et bon nombre d'entre eux ont les mains maculées de sang. Lorsque Donald Trump déclare que *« L'Iran est considéré comme "le premier sponsor mondial du terrorisme"*[3]*»* ou lorsqu'il était prêt à rappeler à la maison les 28 000 militaires basés en Corée du Sud, ce qui aurait été perçu par le régime de Pyongyang comme un signe d'attaque imminente, on peut se dire que « Paranoïd » pourrait être un cadeau à mettre sous le sapin du président américain. La prophétie de Geezer Butler a encore de beaux jours devant elle.

1. Ozzy Osbourne, *I Am Ozzy*. Sphere Éditions, 2009
2. Brad Angle, « Tony Iommi and Geezer Butler Talk "War Pigs" and Fighting Skinheads ». *Guitar World*, 19 février 2015
3. OrientXXI, « Donald Trump, l'assassinat de Jamal Khashoggi et... l'Iran », 21 novembre 2018. En ligne : *orientxxi.info/magazine/donald-trump-l-assassinat-de-jamal-khashoggi-et-l-iran,2777*

L'ours polaire dans l'information : sens et insignifiance

Plus l'humanité s'approche de l'échéance d'un basculement irréversible de l'écosystème Terre, plus les formes diverses de déni semblent gagner l'espace médiatique. Faut-il y voir l'effet d'une banalisation de la menace climatique dont on s'accommoderait en niant la vie elle-même (explication exogène) ? Ou celui de la pression de la lourde machinerie de l'information (explication endogène) ? Ou les deux ?

PAR MARC SINNAEVE



La performance était pourtant remarquable. Ce soir-là, en plein cœur de l'automne 2018, Nicolas Hulot revient sur le devant de la scène médiatique pour la première fois depuis sa démission, trois mois plus tôt, du gouvernement français mis en place par le Président Macron. Invité de « L'Émission politique » de France 2[1], l'ex-ministre français de la Transition écologique met sur la table un sujet majeur, souvent peu traité dans ce genre de programme qu'est le débat politique : « *La perspective de la fin du monde ou, en tout cas, de la fin d'un monde pacifique, ce qui n'est plus une hypothèse d'école* ». Et, ce qui en découle à ses yeux, le véritable « *effort de guerre* » à mener pour endiguer autant que possible les effets de la dégradation accélérée de tous les paramètres du système Terre.

À une heure de grande écoute et dans la bouche d'une figure populaire auprès d'une grande partie de la population et de la médiasphère, ce n'est pas rien. D'autant que l'émission va battre son record d'audience qui datait d'avril 2017. Et que croyez-vous qu'il se passa ? Rien. Aucune ligne du script des séquences n'a bougé, aucun étonnement visible, aucune question, aucune relance en réaction à l'annonce, quand même, de « la fin du monde » ; aucune marque d'approbation manifeste, ni, en sens inverse, d'objection, d'incrédulité ou d'effroi chez les interlocuteurs présents.

UN DÉCALAGE INCONGRU

Pour l'opératrice en chef de la soirée, Léa Salamé, le plus important était de tenter de savoir (à plusieurs reprises) à quel destin électif son invité, selon elle, ne pouvait que se préparer : européen en mai 2019 ou national et présidentiel en 2022… Les autres débatteurs pressentis sont, eux aussi, restés rivés au rôle de contradicteurs de l'ancien ministre qui leur était assigné.

En a résulté un décalage incongru entre, d'un côté, le message global, grave et inquiet, scientifiquement validé, d'un homme seul invitant à rassembler toutes les énergies, à ne pas « *apporter de la division à la division* » parce qu'on n'en « *a plus le temps* », et, de l'autre côté, des mini-débats dûment castés et cadrés, dont le but était, précisément, de mettre en scène de la division, de l'affrontement d'opinions ou de positions. Légitimes à priori, les questions et confrontations prévues se trouvaient, sur le fond, dégradées au rang d'insignifiances par rapport à l'essentiel amené par le Cassandre Hulot.

« Légitimes à priori, les questions et confrontations prévues se trouvaient, sur le fond, dégradées au rang d'insignifiances par rapport à l'essentiel amené par le Cassandre Hulot. »

Pareil moment de télévision est en revanche, lui, bien signifiant. Il permet de dévoiler une bonne partie du fonctionnement de l'appareil médiatique d'information. Son fonctionnement, ses logiques, son essentiel à lui, si pas son essence. Ce qu'il montre, dans les non-dits, dans les non-réagis, c'est que la télévision, c'est d'abord du spectacle. Dans l'information aussi.

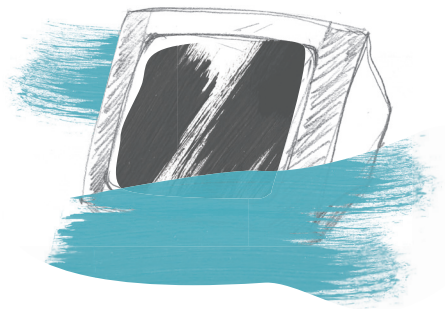
Et le propos central du spectacle, c'est le divertissement. Cela ne veut pas dire que la télévision ou l'information à la télévision est un amusement, mais qu'elle fait du divertissement le mode de présentation naturel de toute actualité, de toute réalité sociale. L'ensemble du dispositif de la télévision, soutient le théoricien américain Neil Postman[2], incite les téléspectateurs à « *ne pas pleurer* » devant les contenus le plus souvent dramatiques présentés chaque soir au journal télévisé ; ils sont conduits à ne pas vraiment développer d'empathie avec ce et ceux qui leur sont montrés, c'est-à-dire à ne pas chercher à comprendre le raisonnement, les motivations ou les ressorts de ce qu'ils voient, ni à en épouser les affects. Ils doivent juste en consommer le spectacle.

Ce modèle culturel de production est à ce point intégré que tout ce qu'il y a d'étrangeté à la télévision par rapport au réel que nous connaissons nous parait pourtant naturel – comme s'il s'agissait d'un autre réel – au lieu que cela nous interpelle et nous interroge. La raison ? Une audience qui s'interroge n'est pas réceptive aux clips publicitaires des annonceurs qui financent la télévision et les médias de manière plus générale. Rien, par conséquent, ne doit être pris trop au sérieux. « *Alors, c'était comment cette soirée avec Nicolas Hulot* », s'enquiert trois jours plus tard, un journaliste de France Inter qui accueille, à son tour, sa consœur de France 2, Nathalie Saint-Cricq, présente sur le plateau de Léa Salamé. Réponse sarcastique de l'intéressée : « *On a survécu, apparemment* ». À la fin du monde, faut-il comprendre…

PAS DE RUBRIQUE OU DE SERVICE SPÉCIFIQUE

D'autres indices ? Dans le système d'étiquetage et de classement des nouvelles, il n'y a toujours pas, ou peu s'en faut, de rubrique ou de service « Ecologie » ou « Environnement » propre. En dépit de l'existence, parfois, d'un journaliste attitré à temps plein. Ou alors elle se limitera, comme dans *Le Monde* à un espace aléatoire, présent un jour, absent le lendemain, qui n'accueille, de toute façon que les aspects purement scientifiques, environnementaux et techniques.

Enjeu transversal (à la fois économique, budgétaire, financier, social, culturel, éducatif, bref po-li-tique), l'écologie est néanmoins bel et bien (devenue), en réalité, ce que l'on appelle un *fait social total*.



Regrouper en un seul espace les informations à son sujet jusqu'ici dispersées ferait donc sens, nous semble-t-il. La multiplicité des dimensions de la problématique serait rendue plus visible et plus accessible. Ce qui aurait aussi l'avantage de faire sortir l'écologie de son enclos éditorial restreint de matière spécifiquement destinée aux écologistes patentés.

> Cela permettrait aussi, sur un autre plan, de ne plus pouvoir dissocier aussi facilement la présentation des choses. Il deviendra, par exemple, plus difficile pour le public de se laisser persuader qu'il faut d'abord surmonter la « crise » économique ou la « crise » sociale avant de pouvoir s'intéresser au changement climatique. Et il deviendra moins utopique, pour d'autres, d'avoir une chance de convaincre que c'est au travers de la prise en charge politique du dérèglement climatique justement que l'on peut et que l'on doit surmonter la crise sociale et la crise économique.

Le démontre à suffisance l'irruption imprévue, au cours de ce même mois de novembre 2018, du mouvement des « Gilets jaunes ».

> On peut pointer un autre aspect du fonctionnement médiatique. Le journalisme a pour socle méthodologique le doute et l'impartialité dans le traitement (pas nécessairement dans le point de vue). C'est pourquoi, dans notre cas, il parait « évident » pour les journalistes de toujours opposer un doute ou un contre-point à la réalité du changement climatique pourtant validée par près de 100 % de la communauté des climatologues. Ce réflexe acquis est basé sur l'illusion de pouvoir approcher la vérité de plus près. Or, des images de dérive d'icebergs géants apparaissent, sur telle chaîne, comme « *une nouvelle preuve inquiétante du réchauffement de la planète* », et, chez les concurrents, « *ce n'est peut-être pas une conséquence du réchauffement climatique* »[3]. C'est un principe hérité de la règle professionnelle du recoupement ou de la vérification des « faits » : le *check and double-check* du journalisme américain. Mais, dans le cas présent, ce que l'on fait, ce n'est pas vérifier des faits, mais opposer un avis à un fait scientifique.

« En dépit de l'évolution du diagnostic climatologique vers un degré de certitude, le discours des médias continue à apparaitre confus, contradictoire et versatile. »

UNE OPINION VAUT UNE VÉRITÉ

Résultat ? En dépit de l'évolution du diagnostic climatologique vers un degré de certitude, le discours des médias continue à apparaitre confus, contradictoire et versatile. Quelle que soit la manière dont le sujet est abordé, relevait une étude britannique il y a plus de dix ans[4], il y a toujours une voix qui affirme le contraire de ce qui est avancé par la communauté scientifique sur l'ampleur du problème, sur ses causes ou sur sa réversibilité.

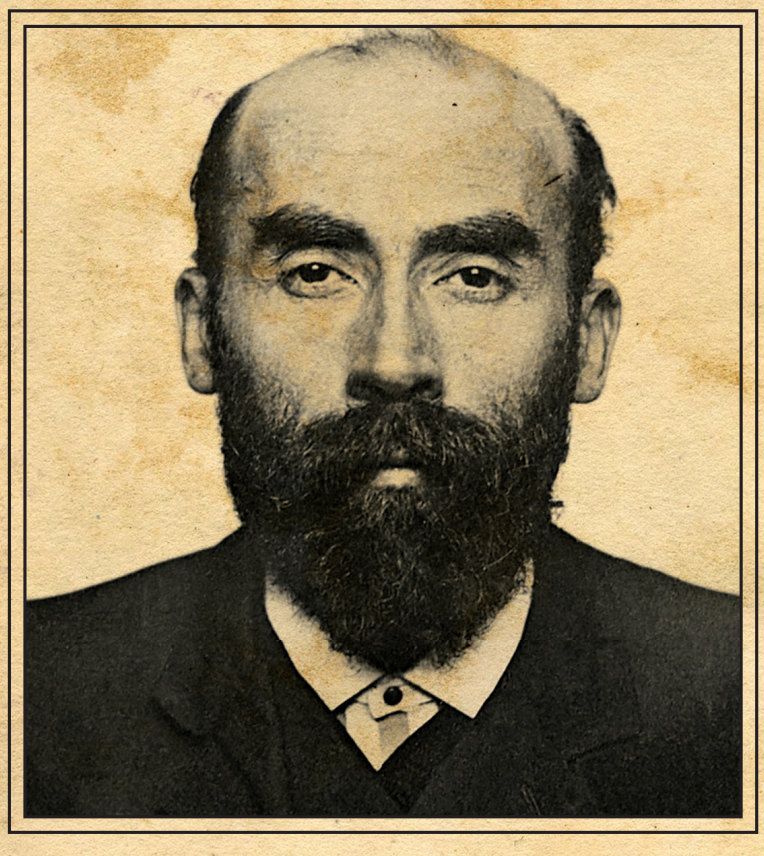
> Douze ans plus tard, cela n'a pas changé fondamentalement. Travaillant sur les « faits » et confondant ce qui est visible ou perceptible de façon globale avec ce qu'il voit ou perçoit, lui, le journalisme contemporain est comme Saint-Thomas : il préfère croire (et faire croire) ce qu'il voit plutôt que ce qu'il sait. Il doute même de ce qu'il sait. Parce qu'il confond ce qu'il sait ou ce qui se sait avec ce qui se pense. Dans ce type de chaos mental, une opinion vaut une vérité.

Or, le rôle du journalisme n'est pas de confronter telle opinion à telle autre : il est d'opposer des faits vérifiés, attestés, à des opinions ou à des positions qui s'expriment. Les modalités de l'expression individuelle collective sur les réseaux sociaux ont amplifié le phénomène sans commune mesure. Parce que chacun a le droit d'avoir son avis…

> Avec la loi du spectacle médiatique, le relativisme professionnel du journalisme en arrive à constituer ce que Raphaël Glucksman appelle la vision *comique* du monde. Il l'oppose à la vision *tragique* : la première, sorte d'écran protecteur, met à distance, en permanence, la seconde. Elle permet de déréaliser la menace. Coincée entre la naissance du dernier bébé panda au zoo et les spots publicitaires qui suivent le journal, la couverture médiatique de la dégradation climatique, avec les images universelles qui y sont associées donnent à cette évolution tragique « *une réalité virtuelle et psychologique très concrète* », selon l'expression de trois psychologues australiens[5].

Prenons l'exemple de l'ours polaire sur son morceau de banquise qui dérive. C'est la figure iconique numéro un de la lutte contre le changement climatique. Le problème, pointe George Marshall dans un ouvrage indispensable et des plus accessibles, c'est qu'une question qui déjà parait distante pour beaucoup s'est choisi comme étendard un animal qui pourrait difficilement être plus éloigné de notre quotidien. Avec un tel imaginaire, nos émotions ne sont-elles pas, elles aussi, glacées ? L'idée de préserver les glaciers et les ours traduit peut-être avant tout le désir de conserver le monde tel qu'il était. Alors qu'il n'est déjà plus. Au moment où il nous faut envisager ce qui pourrait advenir, on en est encore à contempler ce qui pourrait disparaitre à tout jamais. À l'instar de ce qui a déjà disparu. Comique ou tragique ?

1. « L'Émission politique », diffusée sur France 2 le 22 novembre 2018 et disponible en replay ici : *www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/l-emission-politique/l-emission-politique-du-jeudi-22-novembre-2018_3014993.html*
2. Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Nova, 2010 (Rééd. 1986)
3. « Médias tièdes sur sujet "chaud" », Imagine, Janvier & février 2007
4. « Warm Worlds: How are we telling the climate change change story and can we tell it better? », IPPR, août 2006. En ligne : *www.ippr.org.uk/publicationsandreports*
5. Leur article est cité par George Marshall dans *Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*, Actes Sud, 2017. Un ouvrage des plus accessibles dont nous recommandons chaudement la lecture.



PAR DENIS DARGENT

LANDRU
ou le crime par nécessité

Le samedi 25 février 1922, Henri Désiré Landru est guillotiné dans la cour de la prison de Versailles. C'est l'épilogue d'une affaire criminelle qui aura tenu en haleine la France de l'immédiat après-guerre. L'année précédente, en novembre, Landru fut reconnu coupable de l'assassinat de onze personnes: dix femmes et le fils de l'une d'entre elles. Pendant la durée de l'instruction et du procès, ce personnage à la mine tour à tour sévère ou détachée, nia farouchement les faits qui lui étaient reprochés et opta pour un mutisme parsemé de quelques boutades. Du genre: *«Si les femmes que j'ai connues ont quelque chose à me reprocher, elles n'ont qu'à déposer plainte!»* Un trait d'humour qui suscita l'hilarité dans la salle d'audience où se pressait le Tout-Paris.

Il est glaçant de constater combien, dans ces affaires à sensation, le sort des victimes finit toujours par faire l'objet de plaisanteries douteuses. Mais il s'agissait ici, pour la plupart, de *faibles femmes...*

Si l'affaire Landru passionna une opinion visiblement peu rassasiée par les massacres de la Grande Guerre et les ravages de la grippe espagnole, c'est sans doute en raison du contraste entre le mode opératoire de l'assassin et ses mobiles pour le moins anodins.

Avant d'entamer ses activités macabres, Landru, né le 12 avril 1869 à Paris, sera connu (et plusieurs fois condamné) pour des escroqueries diverses. Menacé d'une peine de relégation (déportation au bagne de Guyane), il change de tactique à la veille du conflit, mettant au point un impressionnant catalogue de fausses identités. À cette époque, Landru est marié, père de quatre enfants et il a une maitresse. Les temps sont durs, mais la guerre a ses «avantages» dont il entend bien profiter pour subvenir aux besoins des siens.

Se faisant passer pour un homme veuf, disposant d'une certaine aisance, il va séduire, à travers les petites annonces, des femmes seules (souvent veuves de guerre) qui possèdent quelques économies. Simulant sa propre prospérité, Frémiet, Dupont, Guillet, etc. leur parle mariage et les invite à séjourner brièvement dans une villa isolée qu'il loue, d'abord à Vernouillet, puis à Gambais dans l'actuel département des Yvelines. L'homme entrera ainsi en contact avec près de 300 femmes! Dix d'entre elles tomberont dans le piège fatal de celui qui fut surnommé le *Sire de Gambais.*

Mu par une logique froide, Landru, après avoir extorqué les biens de ses victimes, les tue, les découpe, incinère certains morceaux dans une cuisinière au charbon et fait disparaitre les restes.

On ne retrouvera d'elles que quelques fragments, mêlés de cendres... Méthodique, le tueur eut pourtant la maladresse de noter le nom de ces femmes dans un carnet. C'est ce qui emporta la décision des jurés, dans cette affaire de meurtres restée sans cadavres.

En 1962, Chabrol réalise un (excellent) film consacré à l'assassin, simplement intitulé *Landru.* Dans un livre consacré au cinéaste, le critique Joël Magny écrit: *«La guerre révèle au grand jour les fondements de la société. Au lieu de générer la paix, ils encouragent le meurtre collectif, s'appuient sur la destruction massive pour assurer sa survie. [...] Landru a percé le secret de la société. Dans un monde fondé sur le crime, on ne survit que par le crime, on ne s'élève qu'en étant un grand criminel. Dès lors, sa sérénité pendant le procès est absolue.»*

lecture

1

1

Hypercapitalisme. L'économie moderne, ses valeurs et comment changer tout ça // Larry Gonick & Tim Kasser // Seuil – Delcourt, 2018

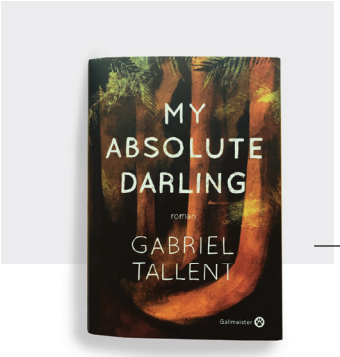
Et si le livre le plus lumineux proposant analyse et décryptage de l'ultralibéralisme ambiant était une bande dessinée ? À la lecture d'*Hypercapitalisme – L'économie moderne, ses valeurs et comment changer tout ça*, le constat parait évident. On avait rarement eu entre les mains une œuvre critique aussi déconcertante, consacrée à « *ce système rapace qui tient désormais le monde dans son étreinte brûlante et lourde* ». Les auteurs ? Le dessinateur (et mathématicien) Larry Gonick, spécialiste de ce genre de vulgarisation BD (cf. sa *Petite histoire du monde moderne*, en deux volumes) et le psychologue Tim Kasser connu pour ses travaux sur les rapports entre le matérialisme et le bonheur. Le capitalisme moderne, dans sa version hyper, est donc ici expliqué, raconté, par ce prisme des valeurs et des conflits qui en résultent. Les personnages qui nous servent de guides tout au long des cases incarnent ces différentes postures, orientées tantôt vers le gain, l'argent et le statut social, tantôt vers les valeurs plus intrinsèques d'égalité, de respect de l'environnement, de solidarité, etc.
Si la première partie de l'ouvrage traite de ce que *nous fait* l'hypercapitalisme (et ses cinq commandements : *consomme, mondialise, dérèglemente, baisse les salaires, privatise*), la seconde, elle, explique ce qu'on peut faire pour contrer le monstre tentaculaire. Et que l'on se rassure, tout espoir est encore permis… Facile d'accès, volontiers humoristique mais toujours d'une grande intelligence, ce livre est hyperkapital ! **DD**

2

La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire // Grégoire Chamayou // La Fabrique, 2018

Cinq ans après *Théorie du drone*, Grégoire Chamayou revient avec un essai de philosophie politique qui se lit comme un thriller haletant, dans lequel il passe au crible toutes les stratégies mises en œuvre depuis les années 70 pour aboutir à un modèle de société où l'État serait fort avec les faibles et faible avec les forts.
En effet, face aux revendications croissantes et variées (ouvrières, ethniques, écologiques) formulées dans les années 70, le monde des affaires va tâcher de trouver la parade : cela passe du contrôle managérial à la promotion du dialogue entre parties prenantes plutôt que le conflit avec des organisations syndicales, sans oublier la libéralisation des services publics qui permet de modifier les comportements des consommateurs et de dépolitiser leurs demandes.
Il dresse aussi la filiation entre ce libéralisme autoritaire (qui n'est selon Chamayou pas un oxymore mais plutôt un pléonasme) et les théories de Carl Schmitt, juriste et philosophe, membre du parti nazi, souligne les accointances entre Friedrich von Hayek et la dictature chilienne et esquisse comment, suite au constat de la Commission Trilatérale sur la crise de la démocratie, les élections ont été dévitalisées par la constitutionnalisation (et partant le verrouillage) des politiques économiques (et le spectre de la construction européenne illustre parfaitement ceci).
Un ouvrage vertigineux et foisonnant qui expose les stratégies développées pour veiller à ce que la peur change de camp. Un ouvrage qui montre aussi que ce qui a été fait peut être défait, à condition de connaitre l'histoire et de revenir à la promotion de l'autonomie individuelle et de l'autorégulation sociale dans leur version non néolibérale, c'est-à-dire sous la forme de l'autogestion. **OS**

2



3

3

My absolute darling // Gabriel Tallent // Gallmeister, 2018

Contrairement à ce que pourrait laisser penser son titre, ce livre est bien traduit en français. Si vous ne l'avez pas lu, en revanche, courez le chercher, car, comme on me l'a dit en me le donnant : « c'est un roman que j'aimerais ne pas avoir encore lu ». Sur la toile de fond d'une Amérique reculée, on entre dans la vie d'un père et de sa fille, en explorant par les yeux de l'adolescente les ravages d'un père violent, survivaliste et monstrueux. D'un côté, la violence du père semble la réponse à la violence de la société et d'autre part, la langue luxuriante du livre, autant que la nature riche et précise, bien vivante, font écho à la force et à l'espoir que représente Julia pour l'avenir. Dans tous les cas, les portes d'entrée à ce roman sont multiples – du parcours initiatique à la toute-puissance du monde naturel, de la violence familiale à la quête de sens sociétal… – et si riches, qu'on ne peut s'empêcher de dévorer ce livre. **ALC**

4

4

Bruxelles Chantiers //
Ludovic Lamant // Lux, 2018

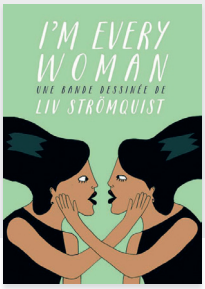
Ludovic Lamant, ex-correspondant bruxellois du journal français en ligne Médiapart, entretient avec la capitale et le projet de l'UE un lien ambigu, entre fascination et désespoir. Dans *Bruxelles Chantier*, il retrace l'histoire de certains bâtiments emblématiques du si critiqué quartier européen en mettant en parallèle leur construction chaotique avec le (dys)fonctionnement de l'UE elle-même. Il témoigne avec des mots simples de la complexité des enjeux de pouvoirs entre les institutions, face aux gouvernements nationaux et aux intérêts privés.
Il fait d'abord le constat personnel mais largement partagé que cette succession de portes battantes, de couloirs sans couleur, de vitres sans lumière, de grandeur sans éclat, provoquent tristesse et ennui. L'architecture est considérée dans ses dimensions impressionniste et symbolique : quel impact les constructions ont-elles sur les gens qui les fréquentent ? Que nous racontent-elles des institutions qu'elles abritent ? Elles sont pour l'auteur un symptôme des contradictions de l'UE, une clé de compréhension des dilemmes politiques qui en forment le cœur.
À l'heure où l'Union semble proche de l'éclatement (Brexit, montée des nationalismes, absence de légitimité démocratique, etc.), il s'appuie sur une série d'entretiens pour émettre des hypothèses. Ainsi, l'absence d'un projet urbanistique ambitieux et de véritables espaces publics dans le quartier européen serait le reflet d'un refus d'assumer trop visiblement la souveraineté de l'Union ; la culture du consensus, qui par souci de neutralité favorise la médiocrité, tendrait à aseptiser le bâti autant que les ambitions politiques – notamment à gauche. L'histoire du quartier européen nous parle de rêves et de projets contradictoires. Elle nous parle d'une imagination européenne sur le déclin, de l'histoire d'une ville qui a encore beaucoup à (dé)construire. **VB**

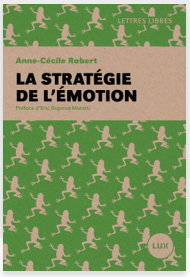
5

I'am every woman //
Liv Strömquist // Rackham, 2018

Avec la BD *I'am every woman*, Liv Strömquist poursuit sa critique au vitriol de l'ordre patriarcal et de son projet « social » de la famille nucléaire. Au fil des pages de l'essai graphique, l'auteure nous explique comment tout ceci est une vaste construction culturelle tue-l'amour au service des intérêts masculins vieille d'à peine cent ans, produit d'une vision de la classe bourgeoise projetant sa morale sexuelle et amoureuse sur la société toute entière. L'essai tisse sa trame autour de la naturalisation de cette institution et la questionne. Pourquoi aller chercher la légitimation de nos propres comportements en s'identifiant à ceux des animaux et se rassurer avec des histoires de manchots qui restent ensemble toute leur vie ? Liv Strömquist nous rappelle que c'est quand même celui qui n'a pas à endurer toute sa vie ce projet, le Pape pour ne pas le citer, qui est le plus grand zélateur de la famille nucléaire ! Ce trip politico-pop nous emmène dans les coulisses des pires boyfriends de l'histoire et c'est violent (séquestration, suicide). On y croise notamment un Ingmar Bergman exerçant son génie créatif pendant que toutes ses compagnes mettaient entre parenthèse la leur pour s'occuper de ses enfants… L'ouvrage se clôt sur un beau portrait croisé de Voltarine de Cleyre, anarchiste américaine et de Yoko Ono, artiste avant-gardiste. L'une défendait la pérennité de l'amour,le refus de l'intimité permanente, l'autre la défense d'un art qui puisse être libre de toute forme d'emprise du couple. Bref, *I'am every woman* est un travail graphique salutaire à lire pour lutter contre l'hégémonie de la famille nucléaire et pour son humour. Partie à savourer particulièrement, le chapitre sur les enfants qui sont tous des ultras conservateurs partisan de l'ordre établi, et des fanas de la famille nucléaire et de la femme au foyer ! **PL**

5





6

6

La stratégie de l'émotion //
Anne-Cécile Robert // Lux, 2018

Dans ce petit essai dérangeant mais lucide, Anne-Cécile Robert, journaliste au *Monde diplomatique*, dézingue non pas l'émotion ou les affects mais bien l'invasion de l'espace public par ceux-ci et elle pointe du doigt les risques et dangers de cette approche favorisée par une certaine paresse et un certain laisser-aller.
Ainsi, si nous n'y prenons garde, « *la gestion des émotions par la société débouche sur la gestion de la société par les émotions* ». Et ce recours aux émotions, cette extension du domaine de la larme qui n'est pas une garantie de pertinence et d'objectivité dépolitise également les faits et permet la diffusion d'une vision fataliste du monde. Ainsi, le traitement des questions migratoires illustre à merveille ce point : les responsables politiques vont sortir les mouchoirs et s'apitoyer, et en même temps justifier leur impuissance et participer ainsi à la diffusion d'une vision fataliste du monde. Ce traitement compassionnel qui dégrade le débat public est également renforcé par la logique binaire des réseaux sociaux et empêche toute complexité.
En outre, la précarisation des conditions de travail des journalistes joue également : il s'avérera toujours plus aisé de tendre son micro à la victime sur le terrain, de remplacer le raisonnement par l'émotion, plutôt que d'essayer de découvrir les causes profondes derrière un fait divers ou un mouvement social. En guise de solutions, l'autrice plaide pour une revalorisation de la lenteur, des espaces propices au débat où on retrouverait l'art de parler et de converser et un retour à la raison (en tordant en passant le cou au faux procès d'hyper rationalisme froid fait aux Lumières). **OS**

7

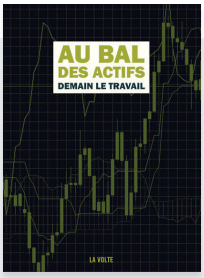
Au Bal des actifs, Demain le travail // Ouvrage collectif // La Volte, 2017

Dans ce recueil de douze nouvelles, le collectif La Volte qui rassemble des auteurs aimant s'adonner à tous les genres de la science-fiction (dystopie, anticipation, récit post-apocalyptique, nouvelle e-pistolaire), se penche sur l'avenir du travail. Par un exercice de ciblage et d'extrapolation des tendances actuelles du monde du travail, les auteurs dressent un panorama souvent glaçant, parfois amusant qui met des mots sur l'hyper-précarité, l'indignité, la mise en compétition, l'évaluation constante, la robotisation etc. Certaines nouvelles rappelant par ailleurs certains épisodes de la série *Black Mirror*, notamment sur l'horizon vertigineux de l'évaluation permanente.
Dans un monde où les techniques managériales utilisent les technosciences pour soumettre et contrôler l'individu, force est de constater que la dimension collective de la lutte et l'émancipation ne semblent plus guère au cœur des préoccupations démocratiques (sauf dans la nouvelle d'Alain Damasio). Et le travail, quand il subsiste, perd tout son sens ou devient vain et occupationnel (un peu comme les *Bullshit Jobs* évoqués par David Graeber). Le progrès économique, lui, reste dans les mains d'une élite. Citons par exemple *Vertigeo* d'Emmanuel Delporte, relatant la construction de tours énormes par des travailleurs qui ne voient plus jamais la terre ferme.
Typographiquement ingénieux et plein de trouvailles, ce recueil sombre et inégal est à ne pas mettre dans les mains de lecteurs déprimés mais néanmoins captivant pour celles et ceux qui, en guise de mise en pratique du catastrophisme éclairé, veulent se divertir en songeant à tout mettre en œuvre pour que ces visions restent du ressort de la science-fiction. **OS**

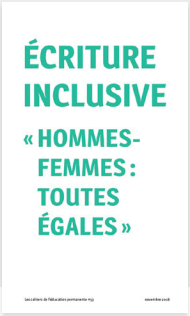
8

Sorcières, La Puissance invaincue des femmes // Mona Chollet // La Découverte – Zone, 2018

Après *Beauté fatale* dans lequel Mona Chollet décortiquait les impératifs de beauté imposés aux femmes, l'autrice nous emmène dans ce nouvel essai dans une réhabilitation de la figure historique et symbolique de la sorcière. Les femmes libres, indépendantes, émancipées des figures masculines d'un père ou d'un mari ont de tout temps attisé crainte, haine et violence. Pris sous l'angle du sexisme, les nombreuses chasses aux sorcières qui furent orchestrées pendant des siècles, prennent des allures de féminicides de masse. Chollet nous détaille comment à force de mater toute femme revendiquant son autonomie de manière plus ou moins affirmée, nous avons intégré petit à petit l'idée selon laquelle pour être en sécurité, nous devions au minima endosser le rôle de mère et au mieux le faire sous le contrôle d'un homme. À travers une analyse de la littérature scientifique, l'évocation de femmes de toutes les époques qui s'apparentent à la figure de sorcière et le récit de ses propres expériences, elle nous emmène dans une démonstration féministe appelant les femmes à préserver et cultiver leur indépendance, leur solitude et leurs propres choix. **SdL**



7



9

8

9

Écriture inclusive « Hommes-Femmes : toutes égales » // Ouvrage collectif // *Les cahiers de l'éducation permanente N°53* // PAC, 2018

Cette nouvelle étude traite de la question de la féminisation des textes ainsi que de la réappropriation du sens des mots. Une des oppressions les plus ancestrales, et la plus profondément incorporée dans les mentalités collectives, concerne l'inégalité entre les hommes et les femmes et la domination masculine, dans l'ensemble des domaines de la vie sociale, économique, politique et culturelle. Un des aspects les plus manifestes de cette domination masculine relève du langage, qui depuis les prémices de l'éducation, structure notre manière de nous exprimer, d'écrire, et donc de penser. Les discours, les écrits sociaux et sociétaux rendent invisibles les femmes au nom de règles de grammaire, de syntaxe, d'accord et de vocabulaire, notamment suite au principe selon lequel « le masculin l'emporte toujours sur le féminin ». Mais notre époque est propice à l'éclatement des normes linguistiques sexistes. Dans cet ouvrage collectif, linguistes, sociologues, historien·nes, grammairien·nes, professionnel·les travaillant avec l'écrit et l'oral, formateurs et formatrices en éducation populaire se penchent sur ces manières de réenvisager l'écriture et le langage et d'organiser l'égalité femme-homme. Il s'agit, comme toute construction sociale, et la langue n'y échappe pas, d'un système contraignant, normalisé et arbitraire. Ce système est le miroir des rapports de forces et des rapports de pouvoir qui s'affrontent au cœur des sociétés. Dans ce très long combat pour parvenir à l'égalité, transformer les mots, faire évoluer les règles de grammaire, briser les tabous et les interdits de la syntaxe, imaginer des néologismes, insuffler de la créativité, nous paraissent des étapes essentielles pour éroder la domination du masculin. La féminisation, si elle se généralise, changera forcément certaines règles de grammaire ou de style. Mais la lutte pour l'égalité est à ce prix. **SB**

On peut commander cet ouvrage sur la boutique en ligne de PAC www.pac-g.be/boutique ou par téléphone au 02/545 79 18.

théâtre

Capture de teaser : Hubert Amiel

1

1

Hubert Amiel

2

Luttes des classes // Une pièce d'Ascanio Celestini, adaptée et jouée par Iacopo Bruno & Salomé Crickx // Théâtre des martyrs, 2018

Deux minutes quarante seconde d'appel pour 0,85 centimes d'euros, voilà la seule donnée utile pour les travailleurs et travailleuses de call center dépeints dans cette nouvelle fable sociale de Celestini. Dans ce récit, on nous plonge – non sans stress – dans le quotidien violent et déshumanisé d'un centre d'appels italien. Deux tensions de notre société se mêlent à travers une mise en scène minimaliste, presque intime : le démembrement du travail et du salariat d'un côté, et le sexisme de l'autre. Un texte dense et sans répit, comme les écrit si bien Celestini, qui empêche presque de penser, qui frappe comme une claque mais qui nous reste en tête, qui nous questionne sur le monde et ses dérives. Bruno Iacopo, l'acteur et Salomé Crickx, l'actrice incarnent des personnages tristes et désabusés, presque pathétiques. Sur fond de restructuration, de négociation et de renoncement, ce récit met en lumière un retour à des conditions de travail qu'on pensait révolues et qui se réinstallent insidieusement dans des secteurs de l'ombre au détriment des travailleurs et travailleuses précarisé·es. Si le call center est un symbole bien connu de la crise du salariat et de la concertation sociale, il est bon de rappeler que nous avons tous et toutes intérêt à résister à cette précarisation du travail qui fait tâche d'huile et grignote peu à peu tous les secteurs. **SdL**

2

Sylvia // Une pièce de Fabrice Murgia // Cie. Artara – Studio Théâtre national, 2018

Quand un metteur en scène s'attaque au biopic d'une femme profondément meurtrie par le rôle de mère et d'épouse qu'elle a dû endosser au détriment de celui de femme et poétesse, on est tenté de s'interroger sur la pertinence du projet, la légitimité du propos et de celui qui le porte. Et comme féministe, il est vrai qu'on serre un peu les dents… Pour autant, *Sylvia* est une pièce magistrale, une production impressionnante, un message poignant et une réussite théâtrale.

Le pari était risqué. Raconter la vie de Sylvia Plath – poétesse américaine emprisonnée dans un rôle trop petit pour elle, en détresse face à ces injonctions de la société des années 50 d'être une femme comme on doit l'être et pas comme on veut l'être – sans en obtenir les droits et donc sans citer ne fût-ce qu'une ligne de son œuvre en aurait découragé plus d'un·e. Et pourtant aujourd'hui encore, il est important de remettre dans la lumière le destin tragique de cette artiste majeure qui finira par mettre fin à ses jours, trahie par un monde qui ne la comprenait pas et surtout par un mari – Ted Hugues – trop occupé à briller pour voir que sa femme s'éteignait peu à peu. La pièce se joue comme un tournage de film dont les différents décors se modifient face au public dans une chorégraphie parfaitement orchestrée. Simultanément au jeu des 9 comédiennes qui incarnent tour à tour Sylvia Plath, Juliette Van Dormael à la photographie nous donne à voir l'envers du décor, on assiste à la captation en direct des scènes jouées : l'image est magnifique, l'effet bluffant ! Tout ce ballet cinémato-théâtral est accompagné en live par An Pierlé et son quartet dont les musiques oscillent entre rock et jazz, colère, tristesse et profonde mélancolie. Plus qu'un accompagnement musical, l'ensemble anime la pièce et le travail des comédiennes.

Les moyens déployés par Fabrice Murgia attisent forcément les convoitises dans cette production XXL, mais l'émotion et le message envoyés par Sylvia sont là, indéniables, inévitables et puissants. Ils laissent en nous une profonde tristesse face à toutes les Sylvia qui vivent dans cette société d'hommes et dont la seule place est dans l'ombre de leur mari, de leur collègue ou de leur patron. Presque 70 ans plus tard, force est de constater que les femmes luttent encore pour choisir la place qui est la leur et au moins pour cela, allez voir Sylvia. **SdL**

En tournée
La Louvière : Central 14.03.19
Mons : MARS 26.03.19
Anvers : Toneelhuis & Opera21 / deSingel 25 & 26.04.19

jeu vidéo

1

1

Memories Retold // Développé par Digixart et Aardman Studio // Bandai Namco Games, 2018

Après avoir commémoré le centenaire des débuts de la Première Guerre Mondiale avec le jeu « Soldats Inconnus : Mémoires de la Grande Guerre » (Ubisoft, 2014), Yoan Fanise continue son travail de mémoire avec *11-11: Memories Retold*, sorti à l'occasion des 100 ans de l'Armistice. Comme pour leur premier jeu, Fanise et son équipe souhaitent montrer la réalité humaine d'individus écrasés par les évènements. Ils le font avec Aardman Studio, mondialement réputé pour ses films « Wallace & Gromit », et le doublage de l'acteur Elijah Wood. Aucun hasard dans ces collaborations tant *Memories Retold* souhaite raconter une histoire, comme le fait si bien le cinéma. Autre évidence de cette collaboration avec les Britanniques, un travail graphique conséquent qui donne tout au long du jeu le sentiment de se balader dans un tableau impressionniste, les impressions et sensations subjectives du quotidien de la Grande Guerre vue par les soldats embarqués en son sein.
Si le jeu se concentre sur l'oppressante banalité du quotidien militaire, il propose aussi des scènes terribles, rarement montrées dans le média, à l'image de ce père qui rampe dans le no man's land en fouillant les cadavres à la recherche de celui de son fils ou qui parcourt un cimetière en espérant ne pas découvrir sa tombe. De même, les moments où ce père écrit à sa jeune fille sont très réussis car ils confrontent le joueur au besoin de choisir le contenu de ces lettres, entre pieux mensonge et besoin d'authenticité. Seule limite du jeu, une vision dépolitisée du conflit, sans évocation du caractère social des massacres qui a vu l'envoi massif au front des classes populaires et l'écrasement autoritaire des contestations. Le pacifisme de *Memories Retold* demeure précieux en ces temps belliqueux mais il eût gagné à évoquer la richesse des courants pacifiques de l'époque. Au final, comme l'explique Olivier Derivière, compositeur de la musique du jeu : « *Plus qu'un jeu sur la guerre, Memories Retold est un jeu sur la paix* ». Une paix précieuse, payée très cher, et qu'il importe de célébrer aujourd'hui. **JA**

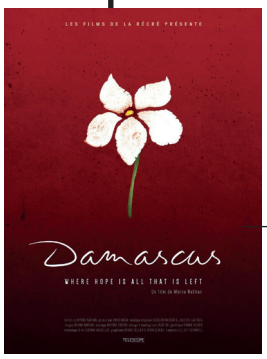
2

2

Téhéran Tabou // Un film d'animation d'Ali Soozandeh, 2017

Tandis que dans notre société occidentale les luttes pour dénoncer les agressions et harcèlements sexuels sont de plus en plus au centre des débats (« #BalanceTonPorc », « #MeToo »), regarder un film d'animation documentaire comme *Téhéran Tabou* nous rappelle que dans certaines parties du monde, les questions relatives à la sexualité sont loin de faire l'objet d'un dialogue sans tabou.
Le film d'Ali Soozandeh aborde ainsi sans pudeur ce sujet, permettant à nos propres questionnements en matière de sexualité de se décentrer et de s'ouvrir vers d'autres réalités. Réalisé en rotoscopie afin de renforcer la véracité de son discours, ce dessin animé met en scène le quotidien de quatre personnages à la recherche de bonheur, d'émancipation et de liberté, malgré les injustices, les oppressions et les interdits imposés par la République islamique d'Iran. Exilé en Allemagne, le cinéaste iranien en dénonce les paradoxes : d'un côté, les représentants de l'autorité (juridique, maritale, gouvernementale…) prônent des valeurs morales et religieuses ; de l'autre, ils prennent part officieusement aux interdits qu'ils condamnent officiellement (prostitution, drogue, violence, corruption). En s'attaquant à cette partie de la société iranienne islamique, fermée, hypocrite et tyrannique, au travers de témoignages anonymes, Ali Soozandeh met en lumière ses dysfonctionnements et tente de briser le silence de ses tabous. Grâce à des œuvres comme *Téhéran Tabou*, on pourrait imaginer que peut-être un jour des mouvements comme ceux susmentionnés verront le jour afin d'ébranler le maintien de certaines règles opprimantes. Un film qui non seulement ouvre les yeux ici mais peut aussi faire réfléchir là-bas. **GC**

film



1

1

Damascus, Là où l'espoir est le dernier à mourir // Un documentaire de Myrna Nabha, 2018

Dans ce documentaire tourné entre 2015 et 2017, Myrna Nabhan part à la rencontre des habitants de Damas afin d'apporter un regard différent sur la vie quotidienne de ceux-ci qui tentent de survivre malgré la guerre en Syrie. Bien que la visée, très subjective, de la réalisatrice ne se veuille nullement politique, un point de vue quelque peu plus engagé aurait été souhaitable au vu du sujet traité. Et de certaines questions soulevées mais peu approfondies et pour lesquelles aucune piste de réponse n'est explicitement proposée : l'Islam, le rôle de la femme, l'éducation, l'avenir des générations futures, la lutte contre le terrorisme, les conditions de vie difficiles… Néanmoins, à travers les témoignages des Damascènes issus de diverses classes sociales et culturelles, le film met en évidence une problématique importante : l'impact du conflit sur l'inconscient collectif, animé par une force de vivre mais épuisé physiquement et psychologiquement. Car si *Damascus* tente avant tout de mettre en lumière l'espoir qui permet à de nombreuses victimes de vivre et d'agir, force est de constater que c'est surtout la peur, plus profondément ancrée, qui permet à la population de tenir, contrainte d'accepter, de s'acclimater et d'intégrer la guerre et ses conséquences dans leur quotidien. Or, au-delà de l'espoir, oppression, souffrance, violence ne sont-elles pas les véritables moteurs d'adaptation humaine dans ce conflit syrien ? Certes, se distancier des images d'horreur et de violence traditionnellement montrées permet d'apporter une vision moins dramatisante de la vie des habitants de Damas que l'espoir semble d'apparence faire sourire ; mais cela ne devrait tout de même pas banaliser la situation d'une ville aux mains d'un régime répressif et dictatorial. **GC**

la solidarité
n'est pas un crime

En Belgique, le gouvernement fédéral met des enfants en prison. **En Belgique,** une personne migrante sur quatre a déjà été victime de violences policières. **En Belgique,** on traîne en justice des citoyen-nes qui ont tenté d'aider des personnes fuyant l'horreur dans leur pays.

Vous non plus, vous ne supportez plus la politique migratoire et les mesures antisociales du gouvernement de Charles Michel ?
Vous pouvez agir, **nous** pouvons agir **ensemble. Maintenant.**

Signer l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) afin de forcer l'Europe à interdire le délit de solidarité et la criminalisation de l'action humanitaire.

Rejoindre le nombre grandissant de citoyen-nes qui accueillent des personnes migrantes.

Faire un don de 2,50 euro pour offrir un repas à un-e réfugié-e.

Soutenir les actions de la Coordination des sans-papiers de Belgique et la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugié-es.

Encourager votre commune à devenir hospitalière, c'est-à-dire à s'engager à améliorer l'information et l'accueil des personnes migrantes.

AINSI QUE D'AUTRES ACTIONS À RETROUVER SUR

www.lasolidaritenestpasuncrime.be

pac Agir par la Culture · FGTB Wallonne · FGTB-ABVV Bruxelles-Brussel · CEPAG Mouvement d'éducation populaire · CCB CEPAG · fps · fps Fédération Centres Planning Familial · Latitude Jeunes · Espace Seniors · A.S.P.H.